

ANNEXE 1 : Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, président de l'UMP et candidat à l'élection présidentielle, sur la réhabilitation de l'identité nationale et la transmission de la culture et des valeurs, Besançon le 13 mars 2007.

Mes chers amis,

Merci à vous tous. Merci d'être venus si nombreux ce soir, pour témoigner que la France ce n'est pas fini, que la France veut continuer de vivre, qu'elle continue de vivre dans le coeur d'une multitude de Français qui, comme vous tous, espèrent encore en elle, croient en ses valeurs. Je veux parler de la France parce que je suis candidat à la présidence de la République Française.

La France c'est vous, c'est chacun d'entre nous avec son histoire, avec sa mémoire, avec son expérience de la vie, avec ses rêves.

La France c'est un destin commun fait d'une multitude de destinées individuelles.

C'est une multitude de petites patries qui forment ensemble une grande patrie.

Ce sont des provinces qui se sont comprises et qui se sont aimées.

C'est une façon d'être, de vivre, de penser, c'est un idéal, c'est une espérance. La France ce n'est pas une race, ce n'est pas une ethnie.

Elle s'est forgé, au cours d'une longue histoire, une personnalité, une identité qui est une part de nous-mêmes, de notre propre identité. Il y a une identité française, une identité nationale dans laquelle nous nous reconnaissons.

Parler de l'identité nationale ne me fait pas peur. J'ai bien compris que pour certains c'était un gros mot. J'ai bien compris que parler de l'identité nationale ce n'était pas convenable. J'ai bien compris que c'était un sujet tabou, qu'il était dangereux de s'aventurer sur ce terrain, qu'un homme politique soucieux de sa carrière devait éviter ce sujet.

Mais je ne crois pas à la politique qui ne dit rien, qui ne pense rien, qui préfère se taire plutôt que prendre des risques.

Je veux dire la vérité aux Français, je veux être sincère, je veux être honnête. C'est ma conception de la politique. C'est l'idée que je me fais de la dignité de la fonction présidentielle. C'est la ligne de conduite que je me suis fixée depuis le début de cette campagne.

Je n'en changerai pas.

Rien ni personne ne m'en fera changer.

Je continuerai à parler de l'identité nationale parce que je crois que l'identité nationale pour un peuple c'est quelque chose d'essentiel, et parce que je crois que la France traverse une crise d'identité, que cette crise est grave, que cette crise est profonde, que cette crise est dangereuse. A nous contester le droit de parler de notre identité nous créons les conditions d'une crise identitaire. Nous ne savons plus qui nous sommes parce que nous n'avons plus le droit de parler de ce que nous sommes.

Je continuerai donc de parler de l'identité nationale parce que c'est un sujet qui concerne tous les Français, parce que je ne veux pas laisser le monopole de la nation à l'extrême-droite, parce que je me fais une haute idée de la France, parce que je n'ai pas honte de mon pays, parce que je n'ai pas honte de ses valeurs, de sa culture, parce que je n'ai pas à m'excuser d'être Français, parce qu'au contraire j'en suis fier, parce que j'aime la France pour ce qu'elle m'a donné en partage, pour ce qu'elle m'a permis de devenir.

Je continuerai à parler de l'immigration en posant le problème de l'identité nationale parce que ce que nous avons de plus précieux à offrir à tous ceux qui veulent vivre en France c'est la fierté d'être Français qui est bien davantage qu'un statut juridique, et parce que le partage de cette identité qui est la nôtre, avec la culture, la langue, les valeurs qui la fondent est la condition de leur intégration réussie.

Comment réussir l'intégration de ceux que nous accueillons si nous ne prenons pas la peine de leur parler du pays où ils veulent vivre ?

Je dis cela parce que la France que j'aime est une France ouverte et accueillante, une France généreuse et fraternelle, et que, pour qu'elle le reste, il ne faut pas que l'immigration soit ressentie comme une menace sur son identité.

La France que j'aime, la France en laquelle je crois, ce n'est pas une France immobile, ce n'est pas une France enfermée dans son passé, prisonnière de son histoire. C'est une France ouverte, ouverte sur les autres, ouverte sur le monde, ouverte sur l'avenir. C'est une France qui évolue. C'est une France qui vit avec son temps. C'est une France à laquelle chacun apporte sa contribution. C'est une France que chaque histoire personnelle, chaque destin particulier contribue à enrichir, à transformer.

La France éternelle, ce n'est pas pour moi la France éternellement identique à elle-même. C'est la France qui ne meurt pas mais qui se métamorphose tous les jours.

C'est la France dont le visage change imperceptiblement à chaque fois que parmi les Français apparaît un nouveau visage. Il faut respecter l'identité de ceux qui viennent mais ceux-ci doivent respecter l'identité du pays qui va devenir leur.

La France éternelle, c'est la France dont l'esprit est plein de tout ce qui dans le monde a apporté quelque chose à l'idée d'humanité.

C'est la France qui accueille avec ferveur, depuis toujours, l'héritage de toutes les civilisations.

C'est la France dont Jaurès disait qu'elle « n'est pas résumée dans une époque ni dans un jour, ni dans le jour d'il y a des siècles, ni dans le jour d'hier, mais qui est tout entière dans la succession de ses jours, de ses siècles, de ses aurores, de ses crépuscules ».

Mais cette France qui n'est jamais tout à fait la même, ne cesse jamais en réalité d'être fidèle à elle-même, à sa promesse de civilisation, au pressentiment de son unité, à son exigence d'égalité, à son amour de la liberté, à son besoin de fraternité qui sont dans sa pensée depuis son premier jour, par-delà les vicissitudes de l'histoire.

Certains d'entre vous se souviennent peut-être du discours si émouvant de Malraux pour la commémoration de la mort de Jeanne d'Arc. Malraux y raconte que :

« Lors de l'inauguration de Brasilia, les enfants représentèrent quelques scènes de l'histoire de France. Apparut Jeanne d'Arc, une petite fille de 15 ans, sur un joli bûcher de feu de Bengale, avec sa bannière, un grand bouclier tricolore et un bonnet phrygien.

Dans le grand bruit de forge où se forgeait la ville, Jeanne et la République étaient toutes deux la France parce qu'elles étaient toutes deux l'incarnation de l'éternel appel à la justice. »

Les enfants de Brasilia avec leur touchante innocence avaient compris mieux que nous qu'à des siècles de distance, Jeanne d'Arc et la République incarnaient le même idéal, la même idée de la France. Ils avaient compris qu'au fond la France c'était toujours le même idéal poursuivi sous des formes et avec des moyens différents. Ils avaient compris que la France est une synthèse toujours recommencée à partir des mêmes principes et des mêmes valeurs.

Quand je veux défendre l'identité de la France, je veux défendre ces principes avec lesquels nous n'avons jamais transigé et que nous ne négocierons jamais avec personne.

Quand je veux défendre l'identité de la France, je veux défendre ces valeurs sans lesquelles être Français n'a tout simplement plus aucune signification.

Je veux défendre la séparation du temporel et du spirituel.

Je veux défendre la liberté de l'esprit.

Je veux défendre la justice.

Je veux défendre l'égalité de l'homme et de la femme.

Je veux défendre la neutralité du service public.

Je veux défendre la laïcité.

Je veux défendre la liberté de conscience.

Je veux défendre la liberté d'expression.

Je veux défendre la république, la démocratie et les droits de l'homme.

Quand je veux défendre l'identité de la France je veux défendre un héritage de valeurs de civilisation.

Je veux défendre un héritage de pensée claire et d'humanisme.

Je veux défendre l'héritage des Lumières et celui de deux mille ans de civilisation chrétienne.

A ceux qui veulent venir vivre en France, je veux dire simplement que la France ne commence pas avec eux, qu'elle a déjà une longue histoire, qu'elle a déjà une morale, qu'elle a déjà une culture, qu'il leur faut accepter de les prendre en partage, de recueillir cet héritage, d'en être fier.

La France n'a jamais demandé à personne d'oublier ses origines, son histoire, ses souffrances. Elle demande seulement d'être aimée et respectée.

La France n'a jamais demandé à personne de se renier. Mais à force d'excommunier la nation, à force de dénigrer la France, à force de la mettre en demeure d'expier son histoire, à force de cultiver la repentance et la haine de soi, il devient de plus en plus difficile d'intégrer, de socialiser et même d'éduquer. Car on cherche rarement à s'intégrer à ce qu'on a appris à détester.

A force d'abaisser la nation on rend l'intégration impossible. A force on laisse le champ libre aux communautés, aux tribus, aux bandes et aux prédateurs de toutes sortes qui cherchent à profiter de la moindre défaillance de l'Etat, de la moindre faille dans la République.

A force d'abaisser la nation c'est la République que l'on abîme, c'est la démocratie que l'on met en péril, c'est la solidarité que l'on détruit.

A force d'abaisser la nation c'est notre capacité à vivre ensemble qui risque d'être remise en cause.

A force de sous-estimer la crise d'identité, à force d'ignorer la perte du sens et des repères et les souffrances qui en sont les conséquences, à force que l'immigré se sente rejeté et que celui qui l'accueille se sente dépossédé de son identité et de plus en plus étranger dans son propre pays, on prépare la haine, non la fraternité.

A force de laisser se désintégrer ce bien commun qu'est la nation, à force de laisser dépérir ce sentiment d'appartenance à une communauté de destin qui est inscrite au plus profond de l'identité nationale, plus personne ne peut plus se parler ni se comprendre. Fatalement le fossé se creuse entre les générations, entre les classes, entre les quartiers.

A force de laisser l'identité nationale se dissoudre dans le marché mondial, on prépare l'aplatissement du monde et l'appauvrissement de toute pensée humaine.

Il faut savoir ce que l'on veut.

Ecoutez ce qu'a dit un jour Claude Lévi-Strauss, le plus grand anthropologue peut-être du XXe siècle : « Il est souhaitable que les cultures se maintiennent diverses, seulement il faut consentir à en payer le prix : à savoir que les cultures attachées chacune à un style de vie, à un système de valeurs, veillent sur leurs particularismes ; et que cette disposition est saine, nullement - comme on voudrait nous le faire croire - pathologique. »

Chaque culture se développe en échangeant avec les autres, mais pour échanger il faut avoir quelque chose en propre à échanger.

Pourquoi les bonnes consciences, pourquoi les bien-pensants, pourquoi la gauche n'entendent-ils pas la grande voix de Lévi-Strauss ?

Pourquoi font-ils semblant de ne pas comprendre que le maintien de la diversité dans un monde ouvert exige de la part de chaque culture une forme de résistance ?

Il est incohérent de défendre la diversité culturelle et en même temps de tout céder. De céder sur la langue, de céder sur les valeurs, de céder sur la mémoire.

La nation n'est pas une donnée de la nature. C'est une volonté de vivre et d'agir ensemble, c'est un fait de culture. La nation se désintègre quand la culture qui lui est propre se désagrège.

A l'origine de la crise de l'identité nationale, il y a le renoncement culturel.

A Besançon, je suis venu parler de la nécessité de reconstruire une culture commune qui nous permette à tous, de nouveau, de nous parler et de nous comprendre, qui donne à chacun les moyens de comprendre ce qu'il éprouve et de l'exprimer sans avoir recours à la violence, qui lui donne assez de confiance en soi pour s'ouvrir à l'autre au lieu de le rejeter, qui lui donne la force de vaincre sa peur et de redevenir acteur de sa propre existence.

Si j'ai souhaité parler de culture ici à Besançon plutôt que dans les lieux habituels où l'on en parle, c'est parce que pour moi la culture ce n'est pas seulement l'affaire de Paris, ce n'est pas seulement l'affaire de quelques grandes métropoles.

Pour moi la culture n'est pas réservée seulement à quelques privilégiés, elle n'est pas que pour une petite élite.

Pour moi il n'y a pas qu'une seule culture. A côté de la haute culture, celle des grandes oeuvres de l'esprit, celle qui élève l'âme et l'intelligence humaines à la plus grande hauteur possible et à laquelle tout le monde a droit, il y a bien d'autres cultures qui grandissent aussi l'homme, qui lui donnent de la fierté, du bonheur et des valeurs.

C'est dire que je ne suis pas venu vous parler ce soir seulement de la culture au sens que l'on donne à ce mot quand on parle du Ministère de la Culture.

Je ne suis pas venu vous parler seulement de ce que l'on appelle la politique culturelle.

Je suis venu vous parler de la culture au sens le plus large du terme.

Je suis venu vous parler de tout ce qui concerne les valeurs, la morale, le rapport aux autres et le rapport à la vie.

Je suis venu vous parler de ce qui donne du sens, des repères, de la compréhension. Je suis venu vous parler de l'éducation.

Je suis venu vous parler de la culture ouvrière parce qu'il y a une façon d'être des ouvriers, un rapport particulier des ouvriers à la vie et au travail.

Je suis venu vous parler de la culture paysanne parce qu'il y a un rapport particulier des paysans au travail, à la terre, au temps.

Je suis venu vous parler de la culture des artisans parce qu'il y a un rapport particulier des artisans avec la perfection du geste, avec la précision de la technique.

Je suis venu vous parler d'une politique de civilisation qui est une politique où l'idée de culture joue un rôle central.

Je crois dans la force créatrice du capitalisme mais je suis convaincu que le capitalisme ne peut pas survivre sans une éthique, sans le respect d'un certain nombre de valeurs spirituelles, de valeurs morales, sans l'humanisme, sans la culture. Il faut remettre de la culture dans le capitalisme. Il faut rééquilibrer le capitalisme par la culture. Il faut remettre le capitalisme au service d'une certaine idée de l'homme.

Comme la santé, comme l'éducation, la culture ne peut pas être abandonnée à la seule loi du marché. La culture ne peut pas être qu'une marchandise. Elle est trop intimement liée à l'homme, à sa dignité, à sa conscience.

Il faut qu'il y ait quelque chose au-dessus de la marchandise. Il faut qu'il y ait quelque chose au-dessus de l'argent. A Venise, à Gênes, à Florence, à Amsterdam, à Bruges le capitalisme était au service d'un projet de civilisation, d'une conception de l'homme.

Les travailleurs incarnent un type de civilisation, un type d'homme qui respecte le travail comme une condition de la liberté, qui pense que l'honneur c'est toujours s'efforcer de faire le mieux possible ce qu'on a à faire, que la dignité c'est de ne rien devoir qu'à soi-même et que le premier devoir d'un homme c'est de transmettre ses valeurs à ses enfants.

Aux ouvriers qui ont tant de savoir-faire, aux paysans qui depuis des générations font fructifier leur terre, aux artisans qui n'aiment que ce qui est parfait et dont les secrets se transmettent de génération en génération depuis des siècles, aux ingénieurs qui subissent eux aussi la concurrence des ingénieurs de l'Inde ou de la Chine dix fois moins payés, je me refuse à dire que tout est fini, qu'il n'y a plus de place pour eux, qu'ils doivent disparaître, qu'ils ne servent plus à rien. Je veux leur dire que rien n'est perdu. Un métier qui disparaît, un village qui se vide, un bassin industriel qui s'effondre, c'est un drame. Aucune nécessité économique ne justifie que la politique soit indifférente à ce drame et à la souffrance qu'il cause. Nulle impuissance publique n'oblige à accepter sans rien faire ce gâchis humain qu'un petit effort d'imagination, de volonté et de morale suffirait à éviter. A quoi sert la politique si on ne peut rien faire sur rien ? A quoi sert la politique si la seule loi qui s'impose est celle de la rentabilité à court terme ? A quoi sert la politique si elle se contente d'accompagner une sorte de sélection naturelle qui fait triompher le fort et anéantit le faible, si elle ne donne pas sa chance à chacun ?

Ici à Besançon il y a une culture du travail, une culture ouvrière qui fut longtemps celle du textile et de l'horlogerie qui a été durement frappée par la crise. Cette culture n'est pas morte, il ne faut pas qu'elle meure. Cette culture du travail, ce savoir-faire fruit du travail de générations commence à s'employer dans des activités nouvelles qui ont les mêmes exigences comme les nanotechnologies ou la mécanique de précision.

Voilà ce qu'il faut soutenir, encourager. Il y a dans les vieux bassins industriels en déclin une culture, un savoir-faire, des valeurs qui sont des atouts qu'il ne faut pas laisser perdre. Il ne faut pas se contenter de perpétuer les vieux métiers en les soutenant à bout de bras. Il faut aider les vieux métiers à se transformer en nouveaux métiers. Il faut investir dans la réindustrialisation, dans les activités nouvelles.

Dans ces vieux bassins industriels comme ici, il y a des traditions, des valeurs, des disciplines, une rigueur, des compétences qu'il faut perpétuer et dont il faut tirer le meilleur parti. Je ne veux pas d'une France sans usine, sans agriculture, sans artisanat. Si les usines partaient tout le reste partirait aussi.

La France sans paysan, sans artisan, sans ouvrier serait une France appauvrie moralement, culturellement, économiquement. Je pense aussi aux employés, aux techniciens, aux ingénieurs, aux cadres, je pense aux infirmières, je pense aux professeurs, aux médecins, à tous ceux qui aiment leur métier, qui en sont fiers. Ils ont ce sens du devoir, ce sens moral, ce courage qui sont des valeurs auxquelles je crois, qui sont les valeurs autour desquelles les Français doivent se rassembler parce que ce sont les valeurs de la France.

Ce sont les valeurs grâce auxquelles la France peut se redresser, grâce auxquelles elle peut relever les défis de la mondialisation.

Ce sont les valeurs communes de toutes nos cultures. Car toute oeuvre demande le goût de l'effort et de la perfection, toute oeuvre réussie est le fruit de la perfection, toute oeuvre réussie est le fruit d'un dépassement de soi, d'une victoire de la volonté. L'oeuvre réussie est toujours une forme d'accomplissement, de récompense du travail.

Le grand artiste qui ne travaille pas est un mythe. Comme est un mythe l'ouvrier qui ne se donne pas tout le mal qu'il peut pour faire de son mieux, pour avoir le geste le plus exact, pour fabriquer la pièce la plus belle, la plus parfaite.

La culture commune c'est d'abord un socle de valeurs partagées. Dans le monde de la production, comme dans celui de l'école ou celui de l'art, la valeur commune, fondatrice, c'est la valeur du travail.

Il faut réhabiliter la valeur travail.

Il faut réhabiliter l'oeuvre comme accomplissement du travail.

Il faut réhabiliter la création comme accomplissement humain.

Il faut récuser la culture de la facilité et du moindre effort.

Il faut récuser la culture de l'assistanat qui est dégradante pour la personne.

Je veux revaloriser le travail, je veux l'augmentation des salaires qui sont trop bas dans notre pays, je veux encourager par tous les moyens la création mais je veux qu'il n'y ait plus d'aides sans contrepartie, plus de droits sans devoirs, plus de revenus d'assistance sans une activité d'intérêt général.

Au coeur d'une culture commune il y a une morale commune, un système de valeurs commun. Cette culture commune du travail, cette morale de l'effort, elle s'inculque dès le plus jeune âge. Elle s'apprend dans la famille. Elle s'apprend à l'école. Je souhaite une école qui place au coeur de ses valeurs le travail, l'effort, le mérite.

Je souhaite une éducation qui fasse redécouvrir aux enfants le plaisir de la connaissance après le long effort de la pensée, qui leur fasse aimer le savoir comme la récompense du travail de l'intelligence.

Je voudrais que tous les enfants, quand ils seront devenus adultes, aient un jour envie d'écrire à leur instituteur : « Merci de m'avoir rendu curieux de ce qui est beau ». Nos enfants le pourront-ils encore si nous négligeons l'école ? Si nous les laissons sans valeur et sans repère ? Si nous renonçons à la culture commune qui permet aux hommes de se parler et de se comprendre ? Si nous ne leur enseignons plus la morale, le civisme, la grandeur de la raison ?

Si l'enfant qui fait quelque chose de mal n'est pas sanctionné ? Si le maître ne fait pas respecter son autorité tout en respectant dans chaque enfant les possibilités infinies de l'adulte en devenir ?

Malraux avait proposé un jour comme devise à la jeunesse : « Culture et courage ». Je ne vois rien de plus grand, de plus beau. A condition que nous construisions une école pour faire des adultes et non de grands enfants. A condition que nous nous posions sans cesse la question non seulement de savoir quel monde nous allons laisser à nos enfants mais aussi à quels enfants nous allons laisser le monde, et donc de nous demander à nous-mêmes quel exemple nous leur donnons, quelles valeurs nous leur transmettons.

A condition que nous ayons le courage de tenir à la jeunesse le langage de la vérité. A condition que nous cessions d'excuser toujours les voyous et de mesurer la gravité d'une faute par l'âge de celui qui la commet. A condition que nous nous appliquions à nous-mêmes cette morale de la responsabilité que nous voudrions inculquer aux plus jeunes, car la jeunesse a besoin d'exemplarité. Le courage c'est que les hommes politiques, les fonctionnaires, les juges, les policiers, les patrons, les parents assument leurs responsabilités s'ils veulent que les jeunes comprennent la nécessité d'assumer les leurs. Le juge qui commet une faute doit être sanctionné, comme les parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école ou qui les laissent brûler des voitures.

Le courage c'est ne jamais laisser impuni le jeune qui commet une faute. Le courage c'est que la sanction soit rapide et proportionnée à la faute pour que l'enfant ou l'adolescent mesure la gravité de son geste. Il faut être juste mais il faut être sévère. La jeunesse cherche toujours des limites. Il faut les lui montrer. On ne rend pas service à l'enfant en lui passant ses caprices, en lui pardonnant toutes ses fautes. Ce n'est pas parce que l'enfant s'affirme en disant non qu'il faut toujours lui dire oui.

C'est mépriser la jeunesse que de lui laisser croire qu'elle a toujours raison, que tout lui est dû. On méprise la jeunesse quand on lui excuse tout. Quels éducateurs serons-nous si nous nous laissons aller à ces petites lâchetés ? Si les multirécidivistes n'ont rien à craindre ? Si les mineurs peuvent se livrer aux pires excès sans être punis ? Si les voyous ne peuvent même pas être appelés des voyous ? « Culture et courage » ? Oui, à la condition que nous soyons nous-mêmes courageux vis-à-vis de nos enfants et à condition que nous soyons capables de

remettre la culture au centre de nos politiques, c'est-à-dire de passer d'une politique de gestion à une politique de civilisation. C'est à vrai dire la seule réponse qui soit à la mesure de la crise morale dans laquelle nous sommes plongés.

Depuis 2 siècles à chaque fois que le destin de la France se trouva mis en question, à chaque fois qu'un doute s'installa sur ce qu'elle allait devenir, à chaque fois qu'elle fut plongée dans la tragédie, c'est la question de l'éducation et de la culture qui surgit au milieu du drame comme si elle était le remède au malheur. Condorcet recherché par les agents de la Terreur qui voulaient l'assassiner en appela aux progrès de la culture par l'éducation et à la force de la raison pour faire barrage à la folie des hommes qui avaient trahi l'idéal des Lumières.

Carnot rédigeait son grand plan d'instruction publique pendant qu'à Waterloo la France agonisait.

Après le désastre de 1870 et la crise sanglante de la Commune, les républicains firent de la réforme intellectuelle et morale la pièce centrale de leur programme de redressement national.

En 1940, avant d'entrer dans la Résistance et de mourir assassiné par la Gestapo, Marc Bloch proposa à son tour à la France vaincue de se redresser par l'éducation. Il écrivit : « la tradition française, incorporée dans un long destin pédagogique, nous est chère. Nous entendons en conserver les biens les plus précieux : son goût de l'humain ; son respect de la spontanéité spirituelle et de la liberté ; la continuité des formes d'art et de pensée qui sont le climat même de notre esprit. Mais nous savons que, pour lui être vraiment fidèle, elle nous commande elle-même de la prolonger vers l'avenir ».

Que dire de mieux aujourd'hui encore sur ce que nous devons faire, sur l'idée de l'homme qui doit nous guider et sur la nécessité de regarder autour de nous et devant nous pour que cette idée de l'homme ne meure pas faute de s'être donné les moyens de vivre pleinement avec son temps, pour que l'école contribue de nouveau à réduire les inégalités au lieu de les aggraver, pour que l'égalité des chances cesse d'être un mensonge, pour que le fils d'ouvrier et le fils d'immigré aient de nouveau le sentiment d'être des citoyens à part entière et non plus des laissés-pour-compte, pour qu'ils se sentent libres de choisir leur destin.

Contre l'héritage de mai 68, contre le refus de toute autorité, contre le relativisme culturel et moral, contre le nivellement par le bas, contre la dévalorisation des diplômes, contre

l'inculture, il n'y a pas d'autre choix que l'excellence. Il n'y a pas d'autre choix qu'une éducation exigeante qui pousse les élèves à se dépasser au lieu de les inciter à la facilité. Il n'y a pas d'autre choix que de restaurer l'autorité du professeur et le respect. Notre école doit redevenir le creuset d'une culture commune.

Chaque génération invente des formes de pensée, d'art et de culture, des idéaux, des manières de vivre qui lui sont propres. La jeunesse d'aujourd'hui est en train d'inventer les siennes. C'est la génération d'Internet, du portable et du jeu vidéo.

Mais l'école n'est pas faite pour apprendre aux jeunes à être jeunes. L'école est là pour leur donner les moyens de penser par eux-mêmes, pour leur apprendre à faire la différence entre Madame Bovary et un bon compte-rendu de fait divers dans un journal, entre Antigone et Harry Potter.

Est-ce trop demander ?

La démocratisation de la culture c'est se donner les moyens de faire comprendre et aimer Sophocle, Shakespeare ou Racine au plus grand nombre. Ce n'est pas les supprimer des programmes pour qu'un plus grand nombre d'élèves puisse suivre plus facilement. Ce n'est pas alléger le programme de mathématiques pour faciliter la vie de ceux qui ne veulent faire aucun effort, c'est faire aimer et comprendre les mathématiques même à ceux qu'elles rebutent.

La démocratisation de la culture c'est d'abord qu'un nombre de plus en plus grand de jeunes quitte l'école avec les moyens intellectuels et les qualifications qui leur permettent de trouver leur place dans la société.

C'est qu'un nombre de plus en plus grand de jeunes s'engagent dans la vie avec dans la tête quelques leçons de science et d'humanité qui leur permettent de se comprendre et de comprendre le monde.

C'est qu'un nombre de plus en plus grand de jeunes affrontent l'existence avec l'esprit ouvert pour accueillir toute la beauté du monde et les moyens d'exprimer ce qu'ils éprouvent. Les maîtres qui ont enseigné à ma génération nous ont fait un cadeau dont alors nous

n'imaginions pas le prix en nous faisant réciter les fables de La Fontaine et quelques vers de Verlaine ou de Victor Hugo.

Jamais je n'ai oublié :

« Ce siècle avait deux ans...

Alors dans Besançon, vieille ville espagnole,

Jeté comme la graine au gré de l'air qui vole,

Naquit d'un sang lorrain et breton à la fois

Un enfant sans couleur, sans regard et sans voix »

Je le dis aux plus jeunes, c'est un privilège que de naître dans un pays qui a tant donné aux grandes oeuvres de l'esprit et ce serait un grand gâchis que de ne pas faire l'effort de les connaître. L'ignorant n'est pas libre. La culture émancipe et libère.

Nos enfants qui savent tant de choses par ailleurs seront-ils plus heureux de n'avoir pas appris, ou si peu, de poésie et d'avoir si peu lu les grands auteurs ?

La question de la culture aujourd'hui c'est celle de l'enseignement artistique. C'est-à-dire à la fois celle de l'enseignement de ce qu'est l'art, de ce qu'est la beauté et celle de l'enseignement de la pratique artistique, de la pratique de la musique, du chant, de la danse, de la peinture, du dessin, du théâtre...

La question fondamentale est celle de l'enseignement artistique non plus comme le parent pauvre de l'enseignement général, mais comme le pilier d'une culture générale qui naturellement englobe aussi la culture technique, la culture scientifique, l'histoire, la géographie et la philosophie.

L'école ne peut pas enseigner la création artistique mais elle peut donner le goût de l'art et contribuer à former le jugement.

Malraux disait que la culture ce n'était pas connaître les grands artistes, c'était les aimer.

Pour aimer il faut avoir accès aux oeuvres. L'accès aux oeuvres pour tous, c'est avec la culture de l'effort, la culture générale et l'enseignement artistique, un autre enjeu majeur de la politique de civilisation qui est seule capable de répondre à la crise morale.

Il faut par tous les moyens mettre le théâtre, la musique, la danse, l'opéra, la peinture, la sculpture, le cinéma à la portée de tous. A côté des politiques culturelles des collectivités locales auxquelles la décentralisation adonné un souffle nouveau, le grand problème à résoudre est celui d'une coopération plus étroite entre les institutions culturelles et l'Education Nationale. Un certain nombre d'expériences réussies doivent nous inciter à aller beaucoup plus loin sur une beaucoup plus grande échelle. Ce qui posera évidemment le problème des rapports entre l'Education Nationale et l'administration de la culture dont tout le monde sent bien qu'ils ne peuvent rester en l'état, avec deux mondes clos face à face réussissant à peine à se parler et plus rarement encore à se comprendre. Mais les barrières bureaucratiques ne sont pas les seuls obstacles. Il y a aussi les barrières qui sont dans les têtes et il y a les barrières qui séparent la politique du patrimoine et celle de la création.

La conservation et la valorisation du patrimoine, sa transmission aux générations futures, ce sont à mes yeux les premiers devoirs de l'Etat.

Le patrimoine c'est l'âme d'un pays. Mais il faut le faire vivre.

Si Lascaux devait être fermée pour ne pas disparaître, il faut bien en revanche que les pièces du répertoire soient jouées, que les monuments soient des lieux de vie, que les oeuvres ne restent pas indéfiniment cachées dans les réserves des grands musées. Il faut que le patrimoine soit remis au coeur de la cité et de la société et non tenu en marge, abusivement préservé au nom d'une vision excessivement élitiste de l'art et de la culture.

Dans le patrimoine que nous reçu en héritage, le plus précieux est notre langue. La France c'est une langue, une langue qu'elle met à la disposition de tous les hommes.

Le Français disait Rivarol ce n'est plus la langue française, c'est la langue humaine.

Le Français c'est l'âme de la France, c'est son esprit, c'est sa culture, c'est sa pensée, c'est sa liberté. C'est le droit de penser autrement que selon la pensée dominante.

La diversité linguistique c'est la condition de la diversité culturelle et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La langue n'est pas une marchandise, la langue n'est pas une technique.

L'obsession d'une langue unique au prétexte de l'efficacité est un leurre qui masque les effets de domination de la pensée unique dont la langue unique est l'antichambre. Mais l'efficacité n'est même pas prouvée : la Renaissance où tout le monde s'est mis à penser et à écrire dans sa langue nationale fut plus féconde pour la pensée humaine que les longs siècles de domination exclusive du latin, comme si la créativité était bel et bien inséparable de la diversité.

Nous avons le devoir pour nos enfants, pour l'avenir de la civilisation mondiale, pour la défense d'une certaine idée de l'homme, de promouvoir la langue française.

Si je suis élu, je mettrai la francophonie au rang des priorités diplomatiques de la France. Je renforcerai tout à la fois le dispositif de l'action culturelle de la France à l'étranger et l'aide à la création, parce que c'est par la création que le Français rayonne.

Je veillerai à ce que dans les entreprises installées sur le territoire français la langue de travail soit le Français dès lors qu'il n'y a aucune nécessité économique ou commerciale qui oblige à s'exprimer dans une autre langue.

Je me battrai pour que dans les instances européennes et à l'ONU le Français continue d'être employé. Ce sera naturellement une obligation absolue pour tout représentant de la France dans des organisations internationales.

Surtout je me battrai pour que soit généralisé partout en Europe l'enseignement de deux langues étrangères parce que c'est la seule façon efficace pour que l'hégémonie de l'anglais soit battue en brèche.

Mais le patrimoine linguistique de la France, ce n'est pas seulement le Français, c'est aussi l'extraordinaire richesse de ses langues régionales. Il suffit de se souvenir de l'oeuvre immense de Mistral pour prendre conscience de l'appauvrissement que constituerait la

disparition de toutes ces langues très anciennes qui ont concouru à la formation de la langue française et qui continuent à vivre en partie en elle.

Je souhaite que leur enseignement soit correctement pris en charge par l'éducation nationale.

Je souhaite que l'on soutienne leur pratique et leur diffusion. Mais je ne veux pas de cette logique de confrontation avec le Français que cherchent à faire prévaloir certains indépendantistes qui veulent en finir avec l'unité française que nous avons mis si longtemps à construire et qui reste le bien le plus précieux mais aussi le plus fragile que nous ayons à léguer à nos enfants.

Si je suis élu, je ne serai pas favorable à la Charte européenne des langues régionales. Je ne veux pas que demain un juge européen ayant une expérience historique du problème des minorités différente de la nôtre, décide qu'une langue régionale doit être considérée comme langue de la République au même titre que le Français.

Car au-delà de la lettre des textes il y a la dynamique des interprétations et des jurisprudences qui peut aller très loin. J'ai la conviction qu'en France, terre de liberté, aucune minorité n'est opprimée et qu'il n'est donc pas nécessaire de donner à des juges européens le droit de se prononcer sur un sujet qui est consubstantiel à notre identité nationale et n'a absolument rien à voir avec la construction de l'Europe.

Mais cette attention portée au patrimoine que nous devons être en mesure de léguer à nos enfants comme faisant partie de ce que nous avons de plus précieux à leur transmettre, ne doit pas nous faire oublier que notre culture ne rayonnera pas et même ne survivra pas si elle n'est pas une force de création. Mais ici aussi il faut parler de la création au sens large car une société est créative dans tous les domaines ou elle ne l'est dans aucun.

En 1969, Georges Pompidou disait : « le monde a besoin d'une nouvelle Renaissance ». Aujourd'hui, tout reste à faire pour que survienne cette nouvelle Renaissance, pour retrouver cet état de grâce où dans l'art, dans la science, dans l'économie, dans la société, partout la vie explose, partout l'intelligence humaine se met à féconder l'avenir.

Tout paraissait possible aux hommes de la Renaissance. Tout paraissait possible à ceux des Lumières. Tout paraissait possible aux capitaines d'industrie, aux savants, aux instituteurs,

aux artistes, aux hommes politiques vers les années 1880. Tout paraissait possible aux hommes du Conseil National de la Résistance, aux hommes de 1958, aux hommes des Trente Glorieuses.

Il nous faut retrouver cette foi dans l'avenir, cette foi dans les capacités humaines et dans le génie français. Dans cette France qui a si souvent étonné le monde, qui est si souvent ressuscitée quand on la croyait morte, qui a si souvent précédé le mouvement de la civilisation, si souvent accompli des actes exceptionnels. La France des croisades et des cathédrales, la France des droits de l'homme et de la Révolution,

C'est ce sentiment qu'il nous faut faire renaître, contre cet « à quoi bon » sinistre et désolé qui hante notre époque.

L'Etat a son rôle à jouer, pour le meilleur ou pour le plus mauvais, pour tout tirer vers le haut ou vers le bas. Vers le bas, c'est le conservatisme, l'immobilisme, la frilosité, le malthusianisme, le nivellement. Vers le haut, c'est la qualité de l'homme, de l'éducation, de la vie, la politique de civilisation. C'est la réforme intellectuelle et morale par l'école, par le civisme, par la revalorisation du travail, C'est la création mise au coeur de la politique.

Nous ne préserverons notre identité, nous ne regagnerons notre prospérité, notre influence dans le monde qu'à proportion de notre force créatrice. Notre avenir est entre les mains des créateurs. C'est l'investissement d'aujourd'hui dans la création et dans l'innovation qui fera la prospérité de demain.

La création c'est ce qui donne son style, sa forme, son âme à une époque. Etatiser la création, la culture reviendrait à les tuer. Le totalitarisme asservit toujours l'art et la culture pour mieux étouffer la liberté. Mais la création a toujours eu besoin d'être soutenue, encouragée. Il lui faut un environnement, un climat, une volonté qui lui soient favorables.

Plus encore peut-être qu'hier, la création de demain sera dans le mélange, l'essaimage, le métissage. Elle sera dans l'échange, le croisement des regards, la fécondation réciproque des cultures, des techniques et des savoirs. Elle jaillira de la rencontre de l'artiste, du savant, de l'ingénieur, de l'entrepreneur, au croisement des technologies de la communication, de la science, de l'économie et de toutes les formes d'art et de pensée.

Ce que la France réussit au XIXe siècle avec le prix de Rome, ce que l'Autriche réussit à Vienne au tournant du XIXe et du XXe siècle, ce que l'Allemagne réussit avec le Bauhaus dans les années 20, ce que la France de nouveau réussit pendant les Trente Glorieuses, pourquoi serions-nous incapables de le réussir à l'orée du XXIe siècle ?

Appuyé sur un patrimoine extraordinaire qui exprime la continuité de la nation, qui est au coeur de son identité, riche d'un fabuleux héritage de pensée, de sensibilité, d'intelligence et de savoir-faire, notre pays a tous les moyens de redevenir l'un des plus créatifs du monde. Au-delà des sciences, des techniques, de la mode, du luxe, nous avons tous les atouts pour explorer de nouveaux secteurs d'excellence où notre culture, notre génie national peuvent faire merveille.

Ce que nous avons fait pour l'aéronautique, l'espace et le nucléaire nous pouvons le faire aussi pour le numérique qui annonce un bouleversement du savoir, l'émergence d'une nouvelle forme d'intelligence collective qui nous obligera tôt ou tard à tout repenser : nos institutions, notre système d'enseignement, nos politiques publiques, notre système juridique. Nous ne devons pas attendre. Fixons-nous comme objectif que la prospective sur la société numérique devienne une priorité nationale et débouche sur une stratégie collective. Je voudrais que nous anticipions au lieu de subir.

Ce que nous faisons pour le cinéma nous pouvons le faire aussi pour l'architecture, l'urbanisme ou le design. Fixons-nous pour objectif d'être dans ces domaines le pays le plus créatif et le plus en avance. A une époque où la technique change toutes les perceptions et toutes les relations, le moment est venu de remettre le temps, l'espace, le paysage, la ville au coeur d'un projet de civilisation. Le temps est venu d'exprimer à travers eux les caractères d'une nouvelle société, de nouveaux rapports sociaux, d'une nouvelle universalité, d'un nouvel humanisme qui restent à inventer.

Ce nouvel humanisme, la France est la mieux placée pour le promouvoir du fait de son histoire, de sa culture, de la place si singulière qu'elle occupe sur la scène du monde.

Ce nouvel humanisme s'exprimera dans une nouvelle politique éducative et une nouvelle politique culturelle,

Je veux donner à chaque Français les moyens de réaliser ses projets et tout particulièrement à la jeunesse parce qu'elle porte en elle le monde de demain.

Je vous propose de construire une société de créateurs et d'entrepreneurs.

Je vous propose que chaque université soit dotée d'un dispositif d'aide à la création.

Je vous propose que les projets à buts non lucratifs soient autant soutenus que les projets à buts lucratifs.

Je propose que des écoles de projets soient créées.

Je propose de développer le micro crédit pour financer les micros projets.

Je vous propose des prêts aux jeunes créateurs à taux zéro, parce que l'intérêt c'est le prix du temps, parce qu'un taux zéro c'est un acte de foi dans l'avenir.

Malraux voulait créer partout des Maisons de la culture pour mettre la culture à la portée de chacun. Dans notre époque où c'est l'intelligence collective qui enfante l'avenir, où c'est le métissage des cultures et des idées, le mélange, le brassage qui est la principale force de création dans tous les domaines, je propose de créer partout des Maisons des créateurs où se retrouveront tous ceux qui aspirent à inventer, à créer, à entreprendre dans tous les domaines, où ils pourront trouver des soutiens, des conseils, des formations, des aides, mais aussi où ils échangeront, où ils croiseront leurs expériences, leurs idées, leurs projets, où ils formeront des projets communs, où ils inventeront ensemble l'avenir.

Derrière la question de l'identité nationale c'est le problème de la transmission de la culture et des valeurs qui est posé.

L'urgence c'est de refaire de la famille, de l'école et des institutions culturelles des lieux de transmission.

L'urgence c'est de faire découvrir et de faire aimer à tous les enfants de France, quelles que soient leurs origines, quelle que soit la couleur de leur peau, quelle que soit leur religion, quel que soit le quartier où ils habitent, ce qui est le plus grand et le plus beau dans l'héritage auquel tous les Français ont droit.

L'urgence c'est que chacun puisse participer d'une sensibilité commune, partager le même amour pour la même beauté, la même admiration pour les mêmes chefs d'oeuvre, les mêmes rêves remplis des mêmes figures héroïques et des mêmes espérances.

Quand chacun sera également ému par la tristesse de ces vers de Victor Hugo, l'enfant de Besançon, que du temps de ma jeunesse on apprenait à l'école. Vous souvenez-vous ?

« Et là dans cette nuit qu'aucun rayon n'étoile,

L'âme, en un repli sombre où tout semble finir,

Sent quelque chose encore palpiter sous un voile...

C'est toi qui dors dans l'ombre, ô sacré souvenir ! »

Mais si la poésie peine à arracher l'homme à la triste réalité de la crise française. Si l'art, si la culture, si la quête de la connaissance et du savoir remplissent si mal aujourd'hui leur rôle de trait d'union entre les Hommes, c'est que la vie est trop dure et trop lourde.

Il faut bien prendre la mesure du danger : l'identité nationale ne résistera pas longtemps à l'effritement de la cohésion sociale. Pour retrouver la confiance des Français qui ont été si souvent trahis il n'y a pas d'autre moyen que de tenir ses engagements, de dire ce que l'on fera et ensuite de le faire.

Si je suis élu je tiendrai les engagements que j'ai pris. Je faciliterai l'accès à la propriété en permettant de déduire les intérêts d'emprunt du revenu imposable.

J'exonérerai de droits de succession le fruit d'une vie de travail que chacun veut légitimement transmettre à ses enfants sans repayer des impôts.

J'exonérerai de charges et d'impôts les heures supplémentaires pour que celui qui veut travailler plus pour gagner plus puisse le faire.

J'instituerai des peines planchers pour les récidivistes.

Je ne permettrai plus que des revenus d'assistance puissent être versés sans aucune activité d'intérêt général en contrepartie.

Je poserai comme conditions au regroupement familial de pouvoir loger sa famille avec les revenus de son travail et non avec ceux de ses allocations, et d'avoir appris à parler le Français avant de venir.

Je le dis.

Je le ferai.

Je ne vous décevrai pas.

Je ne vous trahirai pas.

Vive la République !

Vive la France !

Source du texte :

Sarkozy, N (2007). « Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, président de l'UMP et candidat à l'élection présidentielle, sur la réhabilitation de l'identité nationale et la transmission de la culture et des valeurs, Besançon le 13 mars 2007 ». Récupéré en 2018, avril 19 de *Vie Publique au cœur du débat public*. Site web:

<http://discours.vie-publique.fr/notices/073000985.html>

ANNEXE 2: Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur l'identité nationale, à La Chapelle en Vercors le 12 novembre 2009.

Mes chers compatriotes,

Tout à l'heure, en me recueillant devant le Mur des fusillés de la Chapelle-en-Vercors, j'ai pensé aux 16 otages exécutés par l'occupant.

J'ai pensé à la population du plateau du Vercors prenant fait et cause pour les maquis et s'exposant aux plus terribles représailles.

J'ai pensé aux villages bombardés, aux maisons brûlées au lance-flammes, aux maquisards massacrés, aux civils assassinés...

Le Vercors a payé cher son engagement dans la Résistance. En soutenant les maquis, ses habitants savaient qu'ils risquaient le pire. Mais pas un de ces hommes, pas une de ces femmes, durs à la peine, dont une nature rude avait trempé le caractère, n'hésita.

Pas un, pas une ne recula.

Retranchés dans leur montagne, ils défièrent pendant des mois la plus puissante armée du monde. Le Vercors devint le point de ralliement de ceux qui ne voulaient pas subir. Un instant, le coeur de la France se mit à battre ici. Et, dans ce paysage magnifique et austère, se mit à renaître une fierté française.

Pourquoi tant d'hommes et de femmes se sont-ils engagés dans ce combat inégal dont l'issue tragique ne faisait à leurs yeux aucun doute ? La force étrange qui les poussait à risquer leur vie, s'imposait à eux comme une évidence. Ils se battaient pour une cause dont ils savaient seulement qu'elle était plus grande qu'eux et qu'elle les rattachait à une multitude d'autres hommes et d'autres femmes poussés par la même force et dévoués à la même cause. « Ils se battaient, disait André Malraux à propos des Résistants, pour cette fierté mystérieuse dont ils ne savaient au fond qu'une chose, c'est qu'à leurs yeux la France l'avait perdue ».

Ils la lui rendirent.

Ils avaient tellement envie d'être fiers de leur pays. La France ? Elle était en eux. Chacun à sa façon, exprimait par ses actes ce sentiment profond que la France était leur bien commun, ce qu'ils avaient de plus précieux, ce qu'ils avaient de plus beau à transmettre à leurs enfants. Ils se sentaient comme les maillons d'une longue chaîne qui avait commencé bien avant eux et qui continuerait bien après eux, s'ils ne la laissaient pas mourir, non pas matériellement mais spirituellement.

Des chefs du maquis jusqu'au plus humble des maquisards qui mourut en chantant la Marseillaise, des infirmières déportées à Ravensbrück jusqu'aux blessés regardant le visage du bourreau qui allait les achever, tous avaient au fond d'eux-mêmes cette certitude qu'une nation est un principe spirituel qui se nourrit de la noblesse des coeurs, de la beauté des âmes, de la fermeté des caractères.

Ils aimaient leur patrie parce qu'ils aimaient ce qu'elle avait fait d'eux. Ils aimaient les hommes et les femmes qu'ils étaient devenus grâce à elle. Ce qu'ils appelaient la France, c'était ces valeurs qui les unissaient, cette conception de l'honneur et de la dignité qui les portait tous.

Ici, au moment où leur destin rejoignait celui des soldats de l'An II et de Bir Hakeim, les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité avaient cessé pour eux d'exprimer une devise abstraite pour devenir la plus authentique et la plus profonde des expériences humaines.

Comme elle l'était pour tous les résistants, pour tous les Français libres, pour tous ceux qui avaient protégé des proscrits, pour toutes les mères qui avaient caché des enfants juifs parmi leurs propres enfants, pour tous ceux qui, face à la barbarie, avaient compris tout à coup ce que pouvait bien signifier le mot civilisation, pour tous ceux qui avaient découvert que la France avait une âme au moment même où elle allait la perdre.

C'est toujours au moment où l'on va les perdre que l'on mesure la signification et l'importance de ces choses indéfinissables avec lesquelles on a tellement l'habitude de vivre que l'on a l'impression qu'elles sont aussi naturelles que l'air que l'on respire.

Nous vivons peut-être l'un de ces moments où les repères s'effacent, où l'identité devient incertaine, où naît le sentiment que quelque chose qui nous est essentiel pour vivre est en train de se perdre. Tout semble concourir à l'aplatissement du monde.

A force de vouloir effacer les Nations par peur du nationalisme, on a ressuscité les crispations identitaires. C'est dans la crise de l'identité nationale que renaît le nationalisme qui remplace l'amour de la patrie par la haine des autres.

A force d'abandon, nous avons fini par ne plus savoir très bien qui nous étions.

A force de cultiver la haine de soi, nous avons fermé les portes de l'avenir. On ne bâtit rien sur la haine de soi.

Voilà pourquoi nous devons parler de notre identité nationale. Ce n'est pas dangereux, c'est nécessaire. Ce qui serait dangereux, ce serait de ne pas en parler, de faire comme si tout allait bien en se disant « A quoi bon ? ». Ce serait laisser le champ libre à tous les extrémismes. C'est pourquoi j'ai voulu ce débat. C'est pourquoi j'ai voulu que nous discussions ensemble, que nous réfléchissions ensemble. L'identité nationale, ça nous concerne tous, ça concerne tous les Français.

Notre conscience nationale, elle s'est forgée dans l'épreuve. Depuis la Guerre de Cent ans jusqu'aux maquis du Vercors, de Corrèze ou des Glières, depuis Valmy jusqu'au Chemin des Dames, depuis Lazare Ponticelli, le dernier poilu engagé à 16 ans en trichant sur son âge parce qu'il voulait dire merci à la France qui l'avait accueilli, jusqu'à ceux que Malraux appelait « les clochards épiques de Leclerc », depuis les pêcheurs de l'Île de Sein jusqu'aux Cadets de Saumur, la France a vécu d'abord dans l'esprit et dans le cœur de ceux qui avaient le sentiment de lui devoir tant qu'ils étaient prêts à se battre pour elle et peut-être à mourir.

Qu'avaient-ils donc le sentiment de lui devoir ? Si on le leur avait demandé chacun aurait sans doute donné sa réponse qui eût été bien différente de celle des autres. Le pêcheur de l'Île de Sein ou le paysan du Vercors n'aurait pas répondu la même chose que Jean Moulin ou d'Estienne d'Orves. Tous pourtant avaient le sentiment de se battre pour la même chose. C'est cela l'identité nationale.

Marc Bloch, le plus grand historien peut-être du XXe siècle, assassiné par la Gestapo, n'avait pas la même connaissance de l'histoire de France que le cheminot qui risque sa vie en se livrant au sabotage.

Mais ils avaient conscience d'appartenir à la même histoire, comme l'immigré italien, espagnol ou polonais qui entra en résistance et qui se sentait tellement français qu'il interdisait à ses enfants de parler une autre langue que le français.

Pour nous Français, l'identité nationale ne saurait être une chape de plomb intellectuelle et morale pesant sur les consciences. La France est diverse. Elle l'a toujours été. La France, c'est une multitude de petites patries, de terroirs. C'est une multitude de coutumes, de traditions, de croyances. La France, ce sont d'innombrables histoires, d'innombrables généalogies qui s'entremêlent. La France, c'est l'un des pays les plus divers au monde. Cette diversité est inscrite dans les coeurs et dans les esprits, un pays où aucun village ne ressemble à un autre, où chacun s'efforce d'être différent de son voisin. Cette diversité est une richesse. Chaque culture, chaque tradition, chaque langue a une valeur infinie. Les laisser disparaître serait une faute. Nous nous appauvririons.

Nous ne serions pas ce que nous sommes sans ce que nous ont donné et continuent à nous donner les cultures provençale, bretonne ou alsacienne, sans l'Outre-mer, sans ce que nous ont apporté les Antilles, la Réunion ou Tahiti, l'ouverture qu'elles nous ont donné sur le monde, sans ce que nous ont apporté l'Afrique ou le Maghreb. Regardez ce que la langue française doit à Césaire et à Senghor. Songez aux trésors que la langue d'Oc a déposé dans notre culture nationale. Notre identité, c'est le miracle français, est à la fois singulière et plurielle.

Rien n'est plus étranger au génie de notre peuple que l'uniformité, l'embrigadement. Mais une culture millénaire, par des voies mystérieuses, imprègne tout. Elle est dans la pensée, dans la langue, dans l'architecture, dans l'art de vivre, dans le paysage...

Si, en France, chacun a sa théorie et sa doctrine, si chaque ville a sa personnalité, si chaque commune est un monde en soi, si chaque région a son climat, son ambiance, ses traditions, un Français reconnaît d'instinct une pensée française, une région française et il s'y sent chez lui.

Dans ce vieux pays où depuis si longtemps « ceux qui croient au ciel » se disputent avec « ceux qui n'y croient pas », il n'y a pas un seul homme, pas une seule femme qui ne reconnaisse dans les cathédrales une expression de ce génie français auquel il a le sentiment de participer. Le Français qui ne croit pas en Dieu n'imagine pas la France sans le Mont-Saint-Michel, Notre-Dame de Paris ou la cathédrale de Reims, ni son village sans le clocher de son église qui le surplombe depuis dix siècles. Pas un libre-penseur, un Franc-maçon, un athée qui ne se sente au fond de lui l'héritier de la Chrétienté qui a laissé tant de traces profondes dans la sensibilité et dans la pensée.

Regardons ce que la morale laïque des instituteurs de jadis doit à la morale chrétienne qu'on enseignait au Catéchisme. Regardons ce que la République doit à l'Ancien Régime. Regardons comment la République a accompli le vieux rêve capétien d'une France une et indivisible et d'un Etat dominant les féodalités. Discernons dans le débat sans cesse recommencé entre Jacobins et Girondins, entre les centralisateurs et les décentralisateurs, la tension multiséculaire qui, depuis Hugues Capet, oppose les Provinces au pouvoir central et autour de laquelle s'est construite pas à pas l'unité française.

Derrière la diversité, derrière les oppositions, les contradictions, les conflits dans lesquels notre peuple a trop souvent épuisé ses forces, il y a l'unité profonde de notre culture, de notre civilisation.

Passant sans cesse de la désunion à l'union, le peuple français sait au fond de lui-même que ce qui le rassemble est plus fort que ce qui le divise.

On comprend l'Histoire de France quand on accepte de vibrer avec le souvenir du Sacre de Reims et d'être ému par le récit de la fête de la Fédération.

On est pleinement français quand on prend conscience que la France girondine et la France jacobine sont les deux visages d'une même réalité nationale.

On est français parce que l'on regarde la Chrétienté et les Lumières comme deux versants d'une même civilisation dont on se sent l'héritier.

Mais on est français aussi parce que l'on ne se reconnaît pas dans une race, parce que l'on ne se laisse pas enfermer dans une origine et pas davantage dans une religion.

Si l'on cherchait quelles sont les principales institutions, les principaux lieux où se fabrique depuis des siècles l'identité française, on verrait d'abord tous les lieux de la vie et du travail quotidiens où artisans, ouvriers, agriculteurs, ingénieurs, se transmettent de génération en génération des cultures et des savoir-faire que la science et la technique modernes enrichissent chaque jour. Ce qui se joue dans l'industrie, dans l'agriculture, dans la ruralité, dans l'artisanat, ce n'est pas qu'économique, c'est aussi la disparition d'une forme de civilisation, d'un héritage de valeurs, d'une culture du travail. Notre génie national s'exprime aussi dans le TGV, Ariane, l'aéronautique et le nucléaire.

Mais on trouverait aussi l'Ecole, le Louvre, le Collège de France, l'Académie, la Comédie française... parce qu'être français, c'est croire que la raison, la science, l'art, la culture peuvent transcender les différences et, oserai-je le dire, parce que l'on croit plus ou moins consciemment à la toute puissance de la littérature. En ce sens, le prix unique du livre exprime une part profonde de notre identité nationale au même titre que notre système si particulier d'aide à la création cinématographique ou l'aide qui est apportée à la chanson française ou à la création audiovisuelle.

La France est une nation littéraire. Elle se parle à elle-même à travers la littérature. N'est-ce pas au fond en entendant un vers de Racine ou de Baudelaire ou en lisant une page des Misérables que nous nous sentons le plus français ? Dans quel autre pays au monde un tel miracle serait-il possible ?

Nous conforterons l'identité française en apprenant à nos enfants à aimer la littérature et la poésie, à aimer la langue française, ce qu'elle est capable d'exprimer de beauté, d'intelligence, de profondeur de sentiment. Si nous voulons que demain la France continue de signifier quelque chose pour nos enfants, nous devons être fiers de notre histoire et la leur apprendre. Je retiens la belle idée de créer un Musée de l'Histoire de France que tous les enfants des écoles iront visiter, qui sera le Musée le plus moderne qui soit, qui ne sera pas figé dans le passé mais qui sera vivant, qui apprendra l'Histoire au nom de l'avenir. Ce Musée, nous devons l'inventer ensemble.

Si demain nous voulons que la France continue de signifier quelque chose pour nos enfants, il nous faut permettre à chacun d'accéder à la culture. Il nous faut réinventer, en les adaptant à

notre époque, les Maisons de la culture et le TNP de Jean Vilar qui voulait que le théâtre soit accessible à un public populaire, aux ouvriers des usines.

Nous avons besoin d'une politique culturelle qui soit à la hauteur de la place qu'occupe la culture française dans la culture universelle, de ce que, dans son histoire, la France a été capable d'accomplir dans le domaine des oeuvres de l'esprit. Nous avons besoin d'une politique culturelle qui soit à la hauteur des défis de l'ère de la globalisation. Car la culture aujourd'hui a deux ennemis redoutables : l'utilitarisme et la transformation en marchandises de tous les produits de l'intelligence et du travail humains. Une politique du patrimoine s'impose. Quand on a un patrimoine comme celui de la France, on ne le laisse pas s'abîmer et on aide ceux qui en possèdent une parcelle à l'entretenir, parce que c'est l'intérêt de tous, parce que c'est un investissement collectif. Avec Malraux nous avons été capables jadis d'inventer une politique du patrimoine. Mais il ne s'agit pas juste de conserver notre patrimoine. Il s'agit de le faire vivre. Il s'agit aussi de créer, d'inventer. Notre culture ne vivra que si elle est encore capable d'étonner le monde.

Notre langue et la vision du monde qu'elle porte en elle ne restera vivante que si elle est utilisée par des artistes, des savants, des ingénieurs, des entrepreneurs, que si nos lycées à l'étranger, nos universités, nos écoles attirent les meilleurs élèves du monde entier, si nos laboratoires attirent les meilleurs chercheurs. Si le meilleur de notre jeunesse part à l'étranger pour conquérir le monde, non pour fuir un pays sclérosé qui ne leur laisse plus aucune chance de réaliser leurs rêves.

Si nous voulons que la France continue de signifier quelque chose pour nos enfants, nous devons travailler à ce qu'il y ait encore demain une pensée, une science, une création artistique, une littérature françaises.

En plaçant l'éducation et la culture au coeur de son identité, la France s'est forgée une prédisposition à l'universalisme et à l'ouverture. Si la France s'est faite à partir des liens indissolubles qui se sont tissés entre ses provinces, elle s'est faite aussi en accueillant tous ceux qui l'aimaient et qui voulaient partager son destin. De siècle en siècle, elle n'a cessé de mélanger, de métisser, d'assimiler et dans ce mélange, dans ce métissage, dans cette assimilation, de se transformer elle-même, de s'enrichir.

La France ne demande à personne d'oublier son histoire ou sa culture. Mais elle demande à ceux qui veulent lier leur sort au sien de prendre aussi son histoire et sa culture en partage. La France ne se pense pas comme une juxtaposition de communautés ou d'individus. La France n'est pas seulement une communauté d'intérêts. Devenir français, c'est adhérer à une forme de civilisation, à des valeurs, à des moeurs.

La France est une terre de liberté et d'égalité.

La France est un pays d'émancipation où chacun aspire à s'élever selon ses talents, ses mérites, son travail, où la femme est libre.

La France est un pays où l'Eglise est séparée de l'Etat, où les croyances de chacun sont respectées.

Mais la France est un pays où il n'y a pas de place pour la burka, où il n'y a pas de place pour l'asservissement de la femme.

La France est un pays où il n'y a pas de place pour la confusion du spirituel et du temporel.

La France est un pays de tolérance et de respect. Mais elle demande aussi qu'on la respecte.

On ne peut pas vouloir bénéficier des droits sans se sentir obligé par les devoirs.

On ne peut pas vouloir bénéficier de la sécurité sociale sans jamais se demander ce que l'on peut faire pour son pays.

On ne peut pas vouloir bénéficier des allocations chômage sans se sentir moralement obligé de tout faire pour retrouver du travail, parce que les allocations sont payées par le travail des autres.

On ne peut pas vouloir profiter de la gratuité des études, qui est l'une des plus belles conquêtes de la République, et ne pas être assidu aux cours, ne pas témoigner de la considération pour ses professeurs, ne pas respecter les bâtiments.

On ne peut pas vouloir tous les avantages de la République si l'on ne respecte aucune de ses lois, aucune de ses valeurs, aucun de ses principes.

Mais pour faire partager un idéal, encore faut-il y croire soi-même.

Pour s'ouvrir aux autres, il faut avoir suffisamment confiance en soi, être sûr de ses valeurs, de son modèle.

La France n'a jamais été plus ouverte que lorsqu'elle croyait en elle, en son universalité, en ce qu'elle avait à dire et à donner au monde. Jamais la France ne fut plus fraternelle que lorsqu'elle a cru à la force de ses principes, de sa pensée, de sa langue.

Le creuset français prenait ensemble des fils de paysans, d'ouvriers, d'immigrés et il en faisait un peuple de libres citoyens. Dès lors que la République donnait à chacun le sentiment qu'il avait sa chance, que la promotion sociale dépendait du mérite et du talent, la confiance nourrissait la confiance et la France pouvait s'ouvrir sans se dissoudre, conjuguer sans problème son universalisme et sa singularité.

C'était le temps d'une exception française évidente, assumée, qui ne procédait pas d'un sentiment de supériorité mais de la conscience d'avoir un message particulier à délivrer, un exemple à donner.

D'où vient que la France qui avait triomphé de tant de difficultés au cours de son histoire se soit mise à douter à ce point d'elle-même qu'elle se mette à vivre l'ouverture non plus comme une chance mais comme une menace ?

D'où vient que la République qui avait surmonté tant d'épreuves dont elle était sortie toujours plus forte se soit mise à ce point à ne plus tenir ses promesses ?

D'où vient que le sentiment d'injustice, au lieu de se réduire, n'ait cessé à ce point de croître ?

D'où vient ce sentiment de partager de moins en moins de culture commune, d'imaginaire commun, de morale commune ?

D'où vient ce sentiment de désintégration sociale et civique ?

Sinon d'une forme de renoncement.

En renonçant à la valeur travail, nous avons renoncé au mérite.

En renonçant à demander à l'élève de travailler pour apprendre, en renonçant à lui faire découvrir la joie de la connaissance en récompense du long travail de la pensée.

En renonçant à exiger de l'assisté qu'il fasse tous les efforts qu'il peut pour trouver un emploi. En choisissant la voie des 35 heures, nous avons ouvert dans la méritocratie républicaine des brèches morales qui n'ont cessé de s'élargir. Que les choses soient claires, ces renoncements, je ne les accepterai jamais. C'est parce que je ne les accepte pas que j'ai voulu qu'à l'école primaire on revienne au savoir, que j'ai voulu instaurer le RSA ou mettre fin aux effets délétères des 35 heures.

En renonçant à l'autorité, nous avons pris un risque énorme. En sapant l'autorité du maître sur l'élève, nous n'avons pas rendu service à l'élève qui, en se prenant pour l'égal du maître, n'est même plus conscient de la nécessité d'apprendre. On ne peut pas prétendre forger des âmes de citoyens avec de tels principes.

En sapant l'autorité de la Police, on n'a fait qu'encourager les voyous.

En sapant l'autorité de l'Etat, on n'a fait qu'ouvrir le champ libre à de nouvelles féodalités.

Ces renoncements, je ne les accepterai jamais ! C'est pourquoi j'ai fait du rétablissement de l'autorité l'une de mes priorités.

En laissant croire que tout se vaut, que toutes les valeurs, tous les comportements, toutes les oeuvres se valent, on a porté un coup très dur à l'idée de civilisation et même à celle de société. Car dans une société, tous les comportements et tous les actes ne se valent pas.

Que reste-t-il de la République si l'on se met à considérer de la même manière le délinquant et la victime, celui qui fait son devoir et celui que ne le fait pas, celui qui fait son travail et celui qui ne fait rien ? Que reste-t-il de la République quand on place sur le même plan l'intérêt particulier et l'intérêt général, le principe d'égalité et le droit à la différence ?

En confondant trop souvent l'égalité avec l'égalitarisme, nous avons sapé l'égalité des chances parce qu'en donnant la même chose à tout le monde, on a renoncé à corriger les inégalités les plus criantes liées à la naissance, à l'origine, au milieu social dans lequel on est né, au

territoire ou au quartier dans lequel on habite. Au bout du compte, l'égalitarisme a renforcé l'injustice au lieu de la réduire.

Ces renoncements, je ne les accepterai jamais !

Pour lutter contre l'injustice, il faut donner plus à ceux qui ont moins pour compenser les handicaps du départ. On ne répare pas l'injustice par le nivellement.

C'est pour cela que j'ai souhaité que 95% des Français puissent transmettre à leurs enfants le fruit de leur travail sans droit de succession.

C'est pour cela que j'ai voulu que nul ne puisse se voir prélever plus de la moitié de son revenu en impôt.

C'est pour cela aussi que j'ai voulu que les droits soient les mêmes, que l'on ait plus ou moins 25 ans.

Il n'y a pas de raison que les jeunes de moins de 25 ans qui ont travaillé aient moins de droits que les autres simplement parce qu'ils sont jeunes.

En confondant trop souvent la laïcité avec le refus de toutes les religions, on n'a pas non plus rendu service à la République. Car la laïcité ce n'est pas le refus de toutes les religions. C'est le respect de toutes les croyances et la neutralité de l'Etat. Il y a dans le sentiment religieux qui vient du fond des âges quelque chose de profondément respectable. Et ce que nous avons aujourd'hui à construire, c'est bien une société où chacun s'efforce de comprendre et de respecter l'autre.

C'est pour cela que seront expulsés tous ceux qui viendront en France pour appeler à la violence et à la haine de l'autre.

La République est au coeur de notre identité nationale. Elle est forcément un rêve inaccompli, un idéal inachevé.

La République, c'est la souveraineté de la Nation.

La République, c'est l'autorité et d'abord l'autorité de l'Etat.

La République, c'est l'égalité des chances.

La République, c'est le mérite, c'est le travail.

La République, c'est la laïcité.

La République, c'est la compréhension, le respect et la solidarité. C'est la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier.

Si l'on ne veut pas de la Nation, de l'autorité, de l'égalité des chances, du mérite, de la laïcité ou de la solidarité, alors on ne veut pas non plus de la République.

La vérité, c'est que, depuis quelques décennies, nous n'aimons plus assez la République et que nous en avons fait le bouc émissaire de tous nos échecs.

Mais si notre modèle d'intégration ne semblait plus fonctionner, ce n'était pas parce qu'il y avait trop de République mais parce qu'il n'y en avait plus assez. Ce ne sont pas nos valeurs qui sont en cause, c'est leur oubli et, parfois, leur reniement.

On avait fini par nous faire croire que la République menaçait la démocratie. Mais quelle démocratie pourrions-nous construire dans une société où chacun serait enfermé dans sa communauté, sa bande ou sa tribu ?

Rien n'est moins dangereux pour la démocratie et pour la liberté que la République, fut-elle une et indivisible. Depuis deux cents ans, à part l'expérience sanglante de la Terreur, nul totalitarisme n'a menacé nos libertés. C'est que la culture française est irréductible au totalitarisme.

Il y a 20 ans tombait le Mur de la honte.

Les valeurs de la démocratie et de la République triomphaient.

Je vois bien depuis à quels excès peut conduire une démocratie d'opinion débridée où les nouveaux moyens de communication s'affichent comme des zones de non-droit. C'est vrai que c'est un problème que nous n'avons pas encore résolu et qui prend une ampleur croissante. C'est un défi pour la démocratie et pour la République. Mais je préférerai toujours

ce genre d'excès à ce que fut le totalitarisme communiste, qui de l'autre côté du rideau de fer, faisait peser une chape de plomb sur toutes les consciences.

Dois-je dire aussi que je persiste et je signe s'agissant du droit à la caricature ? Je préférerais toujours les excès de la caricature à l'absence de droit à la caricature, qui est la marque de tous les régimes totalitaires. Dans l'affaire des caricatures du Prophète, j'ai choisi le camp de la liberté d'expression parce que, pour moi, c'est cela le coeur de l'identité française. Au pays de Voltaire et de Victor Hugo, chacun veut penser librement. Le besoin de liberté est, en France, dans l'air que l'on respire.

Trop de confiance accordée à la raison, trop d'héritage venu des Lumières et de la Chrétienté nous font un antidote efficace au totalitarisme.

Ce que nous appelons notre modèle républicain est-il alors condamné par l'économie, par la mondialisation ? Il est vrai que la République doit être réelle et pas seulement formelle. Quel que soit l'attachement aux grands principes, que valent-ils face à la montée du chômage et de l'exclusion ?

Comment parler de République si au lieu de continuer à trouver sa place dans la société si les études ne permettent pas de trouver un emploi décent, si les sacrifices des parents et les efforts des enfants ne débouchent que sur le chômage ou la précarité ?

Quand le modèle individualiste semblait triompher partout, quand la Finance imposait partout sa logique spéculative, quand l'économie de rente prospérait, notre modèle républicain ancré dans notre histoire nationale pouvait paraître condamné. Il semblait bien que les marchés financiers auraient le dernier mot sur la politique.

La crise a fait éclater le mythe de l'uniformisation inéluctable et de l'avènement d'une civilisation de nomades connectés avec le monde entier mais sans ancrage national.

Les grandes entreprises qui n'avaient plus de nationalité ont trouvé tout de suite à quel État elles devaient s'adresser pour être secourues. Les grandes banques qui étaient internationales quand tout allait bien se sont retrouvées nationales au bord du gouffre. La catastrophe évitée de justesse a fait ressurgir des vérités essentielles. Les entreprises, comme les personnes, ont un ancrage national. Personne n'est de nulle part. On peut se sentir citoyen du monde, mais

cela ne suffit pas pour être un citoyen à part entière. Ceux qui cherchaient à théoriser l'oubli de la nationalité ne cherchaient pas tant à effacer les frontières qui séparent les peuples qu'à se libérer de toute exigence de solidarité.

La création de valeur pour l'actionnaire servait d'alibi à l'exonération de toute responsabilité morale et sociale. Ne soyons pas naïfs, le but était d'abord d'échapper à ce premier devoir du citoyen qui s'appelle l'impôt.

La fin programmée des paradis fiscaux, la naissance d'une gouvernance mondiale pour lesquelles la France a tant oeuvré, le retour de l'Etat dans l'économie changent la donne. Mais surtout le citoyen revient sur le devant de la scène. Il exige des comptes. Il ne veut plus se sentir seul au monde face à la toute puissance supposée des marchés. Il exige d'être davantage protégé. Il veut davantage de solidarité, davantage de morale, davantage de démocratie, davantage de politique. Le moment est venu de redécouvrir que l'identité nationale n'est pas un repliement sur soi mais qu'elle peut être un atout dans la compétition mondiale. On n'est jamais concurrentiel en imitant les autres mais en tirant le meilleur parti de soi-même.

Jouer la carte de notre identité nationale, c'est refuser que la France devienne une sorte de grand fond spéculatif cherchant sans cesse à saisir les opportunités du moment, allant et venant sans cesse d'une mode à une autre, n'inscrivant rien dans la durée.

Je ne veux pas d'une France sans usines, sans industries, sans agriculture. La meilleure chance de la France est aux côtés de ses artistes, de ses entrepreneurs, de ses savants, de ses ouvriers, de ses agriculteurs, de ses artisans, de ses ingénieurs, avec leur savoir-faire qui viennent de si loin. Ils vont enfanter le monde de demain. Forte de ses valeurs, de sa culture, de ses savoirs, la France peut devenir le laboratoire de l'avenir.

Nous mettre au clair avec nous-mêmes sur ce que nous sommes, sur ce à quoi nous aspirons, sur ce qui nous fait vivre ensemble, ce n'est pas regarder vers le passé mais vers l'avenir.

Demain comme hier, nous n'accomplirons de grandes choses que si nous sommes unis, si nous sommes fiers de notre pays, si nous sommes prêts, chacun d'entre nous, à voir en lui une cause qui nous dépasse.

Nous avons beaucoup de leçons à apprendre des autres, beaucoup de choses à changer. Notre pays a besoin de se réformer en profondeur. Je me suis attelé à cette tâche et rien ne m'en détournera. Mais la France n'est pas une page blanche.

« Cher et vieux pays » disait le Général de Gaulle.

Oui, « cher et vieux pays » qui doit se transformer.

« Cher et vieux pays » qui doit accomplir une fois de plus tant de révolutions.

Que deviendrait-il s'il ratait la révolution écologique ?

Que deviendrait son identité si le traitement de toutes ses données numériques ou la numérisation de tous ses livres devaient entièrement lui échapper ?

Que deviendrait son idéal hérité des Lumières si l'école devait échouer à donner à ses enfants les moyens intellectuels et moraux d'exercer librement leur jugement face aux médias de masse et à Internet ?

Que deviendrait son modèle d'intégration républicaine s'il ne retrouvait pas la compétitivité qui lui permettrait d'offrir un emploi à chacun ?

Quand je regarde ce drapeau qui s'est couvert de gloire au nom de la liberté sur tous les continents, quand j'entends la Marseillaise chantée avec ferveur, quand je lis les noms inscrits sur les monuments aux morts de nos villages, quand je vois dans l'armée française qui défile magnifiquement le 14 juillet le long travail des siècles, quand je rencontre des ouvriers dans les usines ou quand j'entre sous la coupole de l'Académie, je me sens honoré d'être français. Etre français est un honneur. Il nous appartient à tous de le mériter.

C'est de tout cela que je voudrais que nous parlions dans les mois qui viennent. J'ai voulu aujourd'hui vous livrer avec sincérité le fond de ma pensée non pour clore la discussion mais pour y apporter ma contribution.

Il vous appartient maintenant, mes chers compatriotes, de vous emparer de ce débat pour qu'il soit réellement le vôtre.

La France, nous en avons hérité. La France, nous la transmettrons à nos enfants. La seule question qui vaille est : serons-nous à la hauteur des générations qui nous ont précédés ? Leur laisserons-nous un pays à nul autre pareil ? Défendrons-nous nos valeurs, notre civilisation, nos idées ou nous laisserons-nous emporter par des effets de mode successifs ?

Ce débat est un débat noble. Il est fait pour les femmes et les hommes qui aiment leur pays, qui veulent en être fiers. Ceux qui ne veulent pas de ce débat, ceux qui en ont peur, ceux qui ont peur de parler de l'identité nationale, au fond, cette identité, ils ne la connaissent pas, sinon au lieu d'en avoir peur ils en seraient fiers. Raison de plus pour ouvrir le débat, pour que chacun réfléchisse à ce que c'est l'identité nationale française.

Vive la République.

Vive la France.

Source du texte :

Sarkozy, N. (2009). « Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur l'identité nationale, à La Chapelle en Vercors le 12 novembre 2009 ». Récupéré en 2018, avril 19 de *Vie Publique au cœur du débat publique*. Site web:

<http://discours.vie-publique.fr/notices/097003251.html>

ANNEXE 3 : Discours de Nicolas Sarkozy, président des Républicains à Saint-André-lez-Lille le 8 juin 2016.

Mes chers amis,

Je suis Français, vous êtes Français, nous sommes Français.

C'est une chance d'être Français. C'est un privilège d'être Français.

Mais est-ce que nous nous en souvenons assez ? Est-ce que même nous le comprenons ?

Cette identité si précieuse, que nous avons le plus souvent héritée et que nous devrions à chaque instant mériter, avons-nous pleinement conscience de ce qu'elle représente ?

Elle nous accompagne comme l'air que l'on respire.

Nous pensons que c'est ainsi, que ce fut toujours ainsi, que ce sera toujours ainsi.

Est-ce si sûr ?

Depuis plusieurs années, le doute a commencé à naître en nous.

La France, que nous avons cru éternelle comme ses landes de granit breton ou ses grands plateaux de l'Aubrac, la France n'est-elle pas en train de se dissoudre, de s'effacer, de disparaître à coup de renoncements, de lâchetés, de reculs, de démissions ? Cette question est

essentielle car elle constitue le véritable sens des échéances politiques qui nous attendent dans moins d'un an.

Dans les années qui viennent, la France restera-t-elle la France ? C'est cela le premier défi. Le plus grand. Le plus fondamental.

C'est cette interrogation qui explique la douleur confusément ressentie par des millions de femmes et d'hommes, nos concitoyens, qui depuis trop d'années, souffrent de ne pas être entendus, de ne pas être compris, de ne pas être représentés.

Cette interrogation se nourrit de cet affaiblissement économique si profond, de cette crise de valeurs si manifeste, de cette perte d'idéal si évidente.

Pourquoi la question de la France et de son identité se pose-t-elle maintenant ?

Parce que la France est de nouveau menacée par cette maladie qui la rattrape de loin en loin et que le général de Gaulle avait appelée « le renoncement ».

A certaines périodes de son histoire, la France se trouve face au péril d'oublier qui elle est, d'abdiquer ses rêves d'unité et de grandeur, de voir sa volonté abolie. Nous sommes, hélas, dans l'une de ses périodes.

Quand, parlant de renoncement, je dis « la France », en vérité, l'expression est inappropriée. Elle peut même être injuste.

Car cette maladie du renoncement n'est pas la maladie du Peuple.

Le Peuple, en la circonstance, est, au contraire, le gardien douloureux de la France, dont il pressent et redoute le déclin, craint le naufrage.

Ce n'est pas le Peuple qui renonce car il a compris de quoi il retournait.

Il est la victime expiatoire de ce désastre. C'est lui qu'on abandonne.

L'esprit de renoncement, c'est la maladie d'une partie des élites, celles qui nous disent comment penser. Celles qui prétendent savoir ce qui est correct. Ce que l'on peut dire et ce qu'il faut taire.

La maladie du renoncement, c'est quand ces élites ne se sentent plus le désir, ni la force de défendre l'histoire de la France, son identité culturelle, son identité morale et même son identité spirituelle, car la France, c'est un corps, c'est un esprit, c'est une âme.

L'esprit de renoncement, c'est un long mouvement commencé il y a près d'un demi-siècle, quand des jeunes gens écrivaient sur les murs de Paris : « jouissons sans entrave », « il est interdit d'interdire ». Ici a commencé à germer le désastre.

La société a pensé qu'elle avait gagné la bataille quand les barricades eurent été démontées et que la vie avait repris son cours. Mais en fait, le poison de cette idéologie se répandait, d'abord souterrain, et puis de plus en plus visible.

Il y eut pourtant de grandes et belles choses dans l'émancipation conquise alors par la jeunesse et surtout par les femmes.

Mais s'il y a une part de lumière dans l'esprit de 68, il y a eu une part d'ombre dont on mesure avec le recul l'importance. Cette part d'ombre a perdu dans la rue et dans les urnes mais elle a gagné progressivement dans les têtes et elle a trouvé un puissant relais, au tournant des années 80, dans le combat communautariste et la société multiculturelle.

La nouvelle idéologie dominante a imprégné bien au-delà des rangs politiques de la gauche. Nombreux furent touchés y compris à droite. Elle a frappé subrepticement en chantant la douce mélodie des « accommodements raisonnables », des reculs prétendument acceptables, du multiculturalisme revendiqué.

Elle a murmuré à l'oreille : « ne vous inquiétez pas, ne soyez pas si pessimistes, acceptez le nouvel ordre des choses ». Au fond, l'esprit de démission était devenu moderne.

Pour ces élites, la Nation ne constituait plus un idéal car ils n'identifiaient plus la Nation avec le progrès.

Ils voyaient dans la Nation un obstacle au progrès. Le mot même a fini, un comble, par devenir sulfureux ! La repentance était devenue le maître-mot.

Dans l'amour charnel de la Patrie, dans la révérence pour son passé plus que millénaire, dans le culte de ses morts, dans l'admiration pour ses paysages, dans la vénération de son héritage, de son patrimoine, de ses mœurs, ils dénonçaient une attitude réactionnaire, un conservatisme de mauvais aloi, une ignorance du mouvement et de l'avenir.

Pour eux, la Nation n'est pas un corps social uni par une histoire, une identité et un rêve communs.

Elle ne serait plus qu'un périmètre juridique dans lequel se développerait la liberté des individus et des groupements d'intérêt, les communautés et les minorités.

Aux yeux des idéologues de la gauche mondaine et de la pensée unique, les droits de chacun doivent désormais prévaloir sur les règles qui s'imposent à tous.

Le bon gouvernement est alors devenu, non pas celui qui conduit avec énergie un projet collectif, mais celui qui donne toujours davantage aux groupes et aux individus.

Toujours moins d'intérêt supérieur de la Nation, toujours moins d'autorité de l'Etat, toujours moins de règles communes car elles sont autant de brides sur les individus. On voit le résultat de cette idéologie, aujourd'hui, dans ce climat de désordre et de perte générale d'autorité.

Regardez comme on voudrait que nous traitions la jeunesse. Rien ne parle davantage que cela. Obliger les enfants à apprendre ? Quelle atteinte cruelle à leur libre-arbitre. Mettre des notes ? Quelle épouvantable discrimination. Interdire la consommation du cannabis ? Quel esprit répressif ! Empêcher que l'on rappe et danse à Verdun sur la mémoire de centaines de milliers de soldats morts pour la France ? Quel retour nauséabond de l'ordre moral ! Prohiber le piratage sur Internet ? Quelle vision liberticide ! Considérer que les enfants doivent respect aux professeurs ? Quelle conception archaïque de la relation pédagogique ! Expliquer que les

femmes et les hommes, quoiqu'égaux, sont différents ? Quelle docile soumission à la construction sociale des genres !

Je ne serai jamais le chantre du conservatisme, de l'immobilisme, ou d'un ordre réactionnaire qui m'est étranger. Mais j'affirme que l'équilibre entre les droits et les devoirs, l'équilibre entre les droits de l'individu et les impératifs de la société sont en passe d'être rompus. Sans ces équilibres, la Nation s'effondre.

Si toujours plus de droits pour chacun, c'est le progrès, alors toujours moins de règles qui s'imposent à tous, c'est l'idéal. Et à l'arrivée, c'est la confusion, la pagaille, le chaos, la loi du plus fort.

Si seul l'individu souverain est sacré, alors ce qui est commun, ce qui unit, ce qui rassemble est désacralisé.

En latin, la chose commune, cela se dit *res publica*. En français, on dit: la République.

Nous voici au cœur de la problématique.

Ce qui est désacralisé quand on s'attaque à la Nation, c'est la République. Et, ce qui est attaqué quand on désacralise la République, c'est la Nation.

Il n'y a qu'une seule souveraineté, c'est celle du Peuple.

Une partie de nos élites n'aiment pas la communauté nationale qu'ils jugent archaïque et régressive. Mais elles adorent les communautés particulières, au nom de la reconnaissance du droit à la différence. Au fond, pour elles, la Nation se résume à cela : la juxtaposition plus ou moins harmonieuse de communautés reconnues dans leurs droits particuliers. Il n'y a jamais la communauté nationale.

En pensant ainsi, ils abolissent la plus belle conquête de la République: le bien commun, l'unité du peuple par-delà ses différences, la communion en un projet unique, quelles que soient son origine sociale ou ethnique, sa religion ou ses opinions.

Car l'idée que nous nous faisons du bien commun est indifférente à la race ou à l'origine. Être citoyen ne doit rien à notre naissance et tout à notre volonté : la volonté de vivre ensemble, la volonté de s'inscrire dans une histoire, la volonté de suivre les mêmes usages et les mêmes coutumes.

C'est cela la République : le refus de se laisser enfermer dans son milieu social, dans son origine ethnique, dans sa confession religieuse. Ce n'est d'ailleurs pas plus de nier ses différences. C'est, dans l'espace civique, se constituer en égal de chacun comme citoyen, se réunir fraternellement avec tous, permettre de se dépasser dans un avenir commun. C'est cela la République, c'est cela la Nation et c'est cela que je n'accepte pas que l'on veuille détruire sans que nous réagissions.

La vérité c'est que la gauche culturelle, celle qui prétend dominer les esprits, qui veut imposer ses vues à tous, n'aime plus le Peuple.

Car le Peuple est réactionnaire à ses yeux, le Peuple est frileux, le Peuple est sécuritaire. Le Peuple n'a pas compris où était le progrès.

La gauche culturelle a donc trouvé un opprimé de substitution au nom duquel elle peut faire croisade : la minorité.

Puisque le Peuple est devenu réactionnaire, on change son fusil d'épaule, on vénère une nouvelle idole, on professe une nouvelle religion : on se prosterne devant les communautés. Les communautés d'abord, les communautés toujours.

Et quelle est la conséquence de ce communautarisme, reconnu dans toute sa majesté ? C'est la tyrannie des minorités qui fait reculer chaque jour davantage la République.

Si une poignée de lycéens bloque un lycée, il faut se résigner et subir. Si une poignée de zadistes bloque la construction d'un aéroport nécessaire au développement économique de toute une région, il faut se résigner et subir.

Si une poignée de gens du voyage bloque une autoroute, il faut se résigner et subir.

Si une poignée de manifestants et de casseurs bloque une loi de réforme du marché du travail devenue d'ailleurs vide de toute asperité, il faut se résigner et subir.

Si une poignée d'islamistes radicaux prennent en otage un quartier, il faut s'y résigner.

Et bien moi, je n'accepte pas ces résignations.

C'est d'ailleurs bien pire : car la minorité n'a plus les mêmes droits que les autres, elle en a désormais davantage.

Une minorité a le droit de bloquer des raffineries, la majorité n'a pas le pouvoir de se déplacer.

Une minorité a le droit de prendre en otage la préparation de l'Euro, la majorité n'a le droit que de le subir.

Une minorité peut enfreindre la loi, la majorité se fait, elle, un devoir de la respecter.

Une minorité peut imposer la fermeture d'une centrale nucléaire, la majorité n'aura d'autre choix que de payer.

Une minorité veut imposer un fondamentalisme religieux et traiter les femmes comme des êtres inférieurs, la majorité des musulmans français, qui ne demandent qu'à s'intégrer, devraient en payer les conséquences.

Le « politiquement correct », c'est la tyrannie des minorités. C'est par exemple de dire : « il n'y a aucun problème d'immigration ». Et si vous pensez qu'il y a un grand problème d'immigration, c'est d'ajouter : « vous êtes xénophobe ». Si vous dites qu'il y a des Molenbeek dans les banlieues françaises, le « politiquement correct », c'est de dire : « vous jetez de l'huile sur le feu ». Une minorité pense qu'il n'y a pas de problème d'immigration, pas de problème de communautarisme, pas de problème de sécurité. La majorité pense le contraire. Mais c'est la minorité qui décide de ce qu'il convient de dire et de penser.

Le « politiquement correct », c'est la police de la pensée exercée par ceux qui sont minoritaires dans le pays mais majoritaires dans les élites.

Nous n'en voulons plus.

Voilà comment nos idéologues prétendument progressistes et bien-pensants vident de toute substance la Nation, justifient le recul de la République, nourrissent l'abandon de l'Etat.

Ils ont trahi la grande promesse du XVIIIe siècle, celle de la Révolution française, par un extrémisme des droits individuels, des droits communautaires, du triomphe des minorités.

Mais ils ont aussi trahi la grande promesse du XXe siècle, celle de la construction européenne, en transformant cette magnifique espérance en un espace vide de légitimité démocratique, un espace impersonnel, anonyme et technocratique.

Est-ce vraiment à l'Europe de réglementer la puissance des aspirateurs ou la taille des mangeoires et des perchoirs à poules dans les élevages?

Est-il tout à fait raisonnable que l'Europe produise tout cela dans une architecture institutionnelle tellement compliquée qu'en dehors des lobbies et des experts, personne n'y comprend rien et surtout que le Peuple en est le grand absent ?

Dans le même temps où l'Europe produit ces milliers de normes sourcilleuses, Schengen est par terre, transformant notre continent en passoire. Dans le même temps où l'Europe produit ces milliers de normes, nous affaiblissons la croissance européenne faute d'être allés assez loin dans la coopération économique et financière. Dans le même temps où l'Europe produit ces milliers de normes, nous sommes incapables de faire face ensemble aux menaces qui pèsent sur notre sécurité collective en en finissant avec ces barbares de l'Etat Islamique au Proche Orient.

L'Europe est tatillonne là où elle est superfétatoire et là où elle serait si nécessaire, elle est inefficace.

Les prétendus progressistes nous avaient proposé de troquer nos Etats Nations, ces vieilleries révolues d'un passé qu'il fallait dépasser. Mais ils n'avaient pas dit que dans cet ensemble nouveau, on passerait le Peuple à la trappe au profit d'une gouvernance anonyme, technocratique, impersonnelle.

Qu'on me comprenne bien : c'est parce que je suis l'avocat déterminé de la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen que je ne supporte pas le dévoiement de cet idéal de liberté dans le triomphe des égoïsmes et la tyrannie des minorités.

C'est parce que, hanté par le spectre des tranchées, des charniers et camps de la mort qui ont défiguré notre vieux continent, je suis le militant passionné de l'espérance européenne que je ne supporte pas le dévoiement de cet idéal dans la constitution progressive d'un espace juridique vide et si peu démocratique.

Je veux vous faire partager ce besoin d'agir contre l'abaissement de notre pays, l'urgence de contribuer à ce que notre Nation se relève, renaisse comme communauté nationale consciente d'elle-même, désireuse de se survivre. C'est le ressort de mon engagement. C'est la raison de mon retour parmi vous dans ce combat pour la renaissance de la France.

Il y a peu, quand on parlait de contrôle de l'immigration, quand on parlait d'identité, quand on parlait de déchéance de nationalité, on se faisait traiter de fasciste.

Mais les esprits évoluent, mais la foule se lève, le Peuple se redresse et il dit de plus en plus fort afin qu'on l'entende : ça suffit

Ce qui, paradoxalement, a permis ce réveil de la conscience nationale ? C'est précisément l'immigration et l'islam.

Pendant des décennies, l'intégration c'était le devoir pour le nouvel arrivant sur notre territoire de se fondre dans la communauté nationale, d'adopter notre langue, notre culture, nos mœurs. Le minoritaire s'intégrait dans la majorité et devenait à son tour le légataire de la mémoire et de l'histoire collectives.

Et puis l'ordre des facteurs a été inversé. Nous avons dit aux candidats à l'entrée sur notre territoire : nous allons vous prendre comme vous êtes. C'est nous qui allons nous adapter à vous. Intégrer, désormais cela veut dire : la majorité va s'adapter à ses minorités, accepter leurs langues, leurs valeurs, leurs mœurs et s'excuser d'être elle-même. Et voilà comment nous avons vu des drapeaux étrangers à la place du drapeau tricolore dans nos stades de football où l'on sifflait la Marseillaise, des médecins à qui l'on refusait le droit de s'occuper de femmes dans nos quartiers et des revendications d'horaires différenciés pour les hommes et les femmes dans les piscines.

Cela ne gêne pas nos prétendus progressistes, puisqu'ils considèrent que le dépassement de notre identité est la condition de ce nouvel universalisme, un universalisme qui défait les liens et abolit les frontières.

Cela ne gêne pas nos prétendus progressistes mais cela gêne le Peuple: l'immigration massive et le communautarisme ont créé une prise de conscience du fait qu'il y avait quelque chose qui ne tournait plus rond.

La prise de conscience est aussi née de la confrontation avec un Islam Identitaire. Je ne parle pas de l'Islam que l'on confesse dans l'intimité de la vie privée. Je parle de l'Islam militant qui se présente à nous comme un bloc et qui impose à ses fidèles des règles de vie contraignantes, dirigeant fermement leurs comportements et leur dictant leurs mœurs. De l'Islam prosélyte et intégriste qui vous dit comment manger, comment vous habiller, quel rapport entretenir avec le sexe opposé, quels rituels doivent scander votre journée, bref, qui classe votre vie quotidienne entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. Le problème c'est que ces mœurs si contraignantes ne sont pas celles de notre tradition.

Chacun a le droit de vivre sa religion, les musulmans comme les autres, mais, cher François Baroin, dans la conformité stricte aux principes de laïcité et dans l'harmonie avec le mode de vie français. Jamais je n'accepterai que les Français de confession musulmane soient stigmatisés, amalgamés à quelques barbares djihadistes. Jamais je n'oublierai le sacrifice et le sang versé des musulmans français lors des deux guerres mondiales. Jamais je n'oublierai la dette que nous avons contractée à l'endroit des Harkis. Cher Gérard Darmanin, nous devons

urgemment fixer les règles d'un nouvel Islam de France, sinon notre société courra de grands risques d'affrontement.

La confrontation a été saisissante : d'un côté, notre société qui ne se reconnaît plus d'autres règles que les droits de chaque individu à vivre selon son bon plaisir ; de l'autre, la contre-société d'un Islam fondamentaliste qui voudrait assujettir ses fidèles à une loi dont l'empire est intraitable. D'un côté, notre société qui est prête à sacrifier sa cohésion sur l'autel de la liberté des individus qui la composent ; de l'autre, une contre-société qui, au contraire, voudrait sacrifier la liberté de chacun de ses membres sur l'autel de l'unité des mœurs qu'elle leur impose.

Cette double confrontation à une immigration massive et communautarisée et à un Islam intégriste minoritaire a souligné par contraste la dissolution de nos liens, l'affaiblissement de nos institutions, la remise en cause de nos modes de vie.

Combien de fois ai-je entendu le cri de souffrance de femmes et d'hommes de bonne volonté qui sentent confusément que le pays dans lequel ils sont nés et qui donne sens à leur vie, qu'ils ont reçu de leurs parents et qu'ils voudraient transmettre à leurs enfants, est en train de disparaître.

L'immense ethnologue Claude Lévi-Strauss disait que le souci d'un peuple, attaché à sa culture, à son style de vie, de veiller sur son particularisme n'est en rien pathologique, il est au contraire plein de vitalité.

Pourquoi, dans la société multiculturelle, tout le monde aurait-il le droit de cultiver sa différence, tout le monde sauf la majorité, tout le monde sauf le Peuple français qui commettrait un crime contre l'altérité en voulant demeurer lui-même ?

Nous n'avons pas plus de droits que les autres, mais j'affirme que nous n'en avons pas moins.

On pourra lutter contre tout cela en prenant telle ou telle mesure particulière : en interdisant le voile, en enseignant la laïcité, en étant plus ferme.

Mais ce sera vain si nous ne renouons pas avec notre histoire, avec notre identité, avec notre projet en tant que Nation.

Il ne s'agit en aucune manière de revenir à un nationalisme d'exclusion intérieure et d'agression extérieure dont nous avons vu les horreurs défigurer le XXème siècle. Et pas davantage d'épouser un nationalisme de repli et de recul. Jamais je n'accepterai la moindre complaisance avec les dirigeants du Front National, et avec leur idéologie. Il y a une ligne rouge qui ne peut pas être franchie.

Le réveil de la Nation auquel je vous appelle de toutes mes forces, c'est le réveil de la Nation avec ses valeurs de liberté, de tolérance, de fraternité, de solidarité, de laïcité, de la République.

C'est le réveil de la Nation qui tiendrait compte de l'immense espérance européenne.

C'est pour cela que je combats la société multiculturelle que nous propose la gauche, autant que la société isolée, repliée, sclérosée que nous propose l'extrême-droite.

Je ne crois ni en la dissolution naïve de la Nation, ni en son rétrécissement mesquin et craintif.

Nous n'avons pas à avoir peur du monde. Si la France est puissante économiquement, si elle est unie autour de ses valeurs, si elle est sûre d'elle-même, elle peut affronter le vent du large sans crainte, elle peut dialoguer avec le reste du monde, elle peut s'ouvrir à l'innovation et au progrès. Elle doit être audacieuse. C'est cela son destin véritable et c'est cela qui est conforme à son tempérament et à son histoire.

Il y a des moments de notre histoire où, au plus profond de l'adversité, se lève une voix intérieure qui nous dit : « Debout, peuple de France ».

C'est Jeanne d'Arc qui marche sur Orléans.

C'est Dumouriez qui arrête les Prussiens avec ses soldats aux pieds nus.

C'est Bonaparte saisissant la hampe du drapeau à Arcole et marchant à la tête de ses troupes.

C'est le Tigre qui reprend le flambeau et galvanise les Français pour qu'un jour « des rafales d'acclamation accueillent nos étendards vainqueurs, tordus dans le sang et dans les larmes ».

C'est De Gaulle seul à Londres, entouré de quelques aristocrates, de quelques marins pêcheurs, de quelques têtes brûlées et qui dit : « je suis la France combattante et la France ne se rendra jamais ».

L'heure a sonné de nous remettre debout, d'être de nouveau « les fils d'une vieille histoire qui sera continuée ».

Levons-nous, c'est au peuple auquel nous devons consacrer toute notre attention. Le peuple veut que nous rétablissions la sécurité en mettant hors d'état de nuire les délinquants, l'ordre public en arrêtant les casseurs, l'identité nationale contre le communautarisme, l'autorité contre la chienlit et la pagaille d'aujourd'hui où la CGT voudrait imposer sa loi contre la majorité.

C'est ce que nous ferons, de toute notre force, de tout notre cœur, j'en fais ici le serment.

Nous devons restaurer la représentativité. C'est le principe de « tout dire avant pour tout faire après » afin de recevoir un mandat clair du Peuple et de ne recevoir de mandat que du Peuple. C'est le recours au référendum chaque fois que nécessaire pour retremper la légitimité du gouvernement dans le suffrage universel. C'est réformer notre démocratie sociale pour interdire que des organisations minoritaires bloquent les réformes nécessaires.

Cette politique de la Nation devra défendre nos us et coutumes, notre langue, nos traditions culinaires, nos habitudes vestimentaires. Elle devra revendiquer notre culture et notre histoire.

Nommer les choses sans détour. Nommer le réel. Dire que la France est un pays d'empreinte et de tradition chrétiennes, un pays qui est né du baptême de Clovis il y a plus de 1500 ans. Un pays d'églises, de cathédrales, d'abbayes, de calvaires. Un pays dont tant de grands philosophes furent des penseurs chrétiens.

Les chrétiens ne gouvernent pas la France : c'est cela la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la définition même de la laïcité. Chacun y est libre de pratiquer le culte de son choix mais les religions n'ont rien à voir avec le pouvoir temporel.

Mais c'est un pays chrétien dans sa culture et dans ses mœurs, c'est un pays ouvert, accueillant, tolérant, et c'est ce pays que doivent respecter ceux qui veulent y vivre.

Nos compatriotes de confession juive, qui sont présents sur notre sol depuis près de 2000 ans, qui ont tant enrichi nos sciences, nos arts, nos industries, qui ont donné si souvent leur sang pour le drapeau, dont les ancêtres reçurent la Croix de Saint Hélène, reposent dans le sanctuaire de Douaumont ou furent ensevelis sur les chemins du Vercors, ils le savent bien et cela ne les a jamais empêchés d'être pleinement juifs et d'être pleinement français.

Cette politique de la Nation devra défendre les droits essentiels de notre régime politique.

L'égalité entre les hommes et les femmes : il n'est pas acceptable dans notre pays qu'on veuille interdire aux jeunes filles de porter des pantalons ou des jupes courtes, qu'on les injurie au motif qu'elles sont amoureuses de l'homme de leur choix, qu'on refuse de leur serrer la main, qu'on leur impose le port du voile. Si vous vivez en France, l'égalité entre les hommes et les femmes, vous devez la respecter car telle est notre identité, non négociable.

Tout comme est non-négociable la liberté d'opinion et d'expression, droit essentiel y compris pour critiquer la religion dès lors qu'on respecte ceux qui croient.

Je suis chrétien. Les plaisanteries de mauvais goût contre l'Eglise ne me font pas rire. Mais je suis Français : je me battraï pour qu'on ait le droit de faire ces caricatures. Ce qui est vrai du catholicisme est vrai de l'islam. Je n'accepte pas cette police de la pensée qui, sous prétexte d'islamophobie, voudrait restaurer le délit de blasphème. En France, on a le droit de critiquer les religions. Qui ne le comprend pas ne mérite pas d'être Français. Le racisme contre les personnes ? Insupportable. Le droit à critiquer les croyances, les doctrines, les idéologies quelles qu'elles soient ? Imprescriptible. Si vous vivez en France, vous respectez cela car telle est notre identité.

Cette politique de la Nation devra reconstruire l'école. Je parle de l'école comme creuset de la Nation et fabrique de citoyens. Depuis des décennies, les militants du parti pédagogique, au nom de l'adaptation à la diversité des origines et des parcours, au nom de la lutte contre la discrimination, se sont échinés à détruire méthodiquement le respect de l'autorité, l'apprentissage de la langue, la transmission de notre histoire nationale, de nos mœurs, de nos valeurs, de nos manières de vivre. Ils ont détruit ce qu'on appelait les humanités. Nous les reconstruirons car l'école doit être le conservatoire de la culture française, des valeurs de la République, du savoir-vivre français.

Cette politique de la Nation devra consacrer la restauration de l'autorité. Je m'inscris dans une tradition politique qui, de Bonaparte au Général de Gaulle, considère que l'autorité est la condition de la liberté. Sans l'autorité, c'est la loi de la jungle et la loi de la jungle, elle est dure pour le faible. Sans l'autorité, le casseur ou le braqueur fracasse la vie du paisible commerçant, le petit voyou terrorise le sage adolescent, les bandes de bons à rien empêchent le citoyen ordinaire de dormir et l'intimident pour lui interdire de se plaindre. Sans l'autorité, une poignée de gauchistes séquestrent un petit patron et bloquent une usine, une poignée de salafistes répandent une idéologie délétère. L'autorité je la revendique et je l'assume. Je respecte la liberté, je respecte la contradiction, je respecte le débat. Mais force doit rester au Peuple souverain et à la loi.

J'ai été le Chef de l'Etat. J'ai exercé le pouvoir pendant cinq ans dans des conditions terribles, celles de la plus grave crise économique et financière traversée par le monde depuis 1929.

Aujourd'hui, quel gâchis ! Avec des taux d'intérêt qui n'ont jamais été aussi bas, avec un prix du pétrole extrêmement compétitif, avec un taux de change particulièrement favorable, avoir une croissance si faible, un taux de chômage si élevé malgré les radiations et les stages bidons – deux fois celui de l'Allemagne ou du Royaume Uni – quel épouvantable gâchis. Heureusement que les socialistes n'étaient pas aux manettes en 2009 ! Que serait devenue la France ?

Être Président de la République française, c'est se tenir au niveau de l'Histoire, surtout quand un vent mauvais souffle sur la vénérable Nation dont nous sommes les héritiers.

Pour présider ce pays, il faut de la lucidité, il faut du courage, il faut de l'autorité.

Il faut se tenir au-dessus des petits compromis, des petits calculs et des petits arrangements pour n'avoir qu'une fidélité, la fidélité au peuple souverain et n'avoir qu'une obsession, celle de la grandeur nationale.

Il faut mettre le peuple au cœur de tout.

Ce Peuple, le Peuple Français, je veux non seulement que nous lui rendions la parole, et donc la dignité, mais je veux aussi que nous lui rendions l'hommage qu'il mérite.

Oui, hommage au Peuple Français qui a façonné nos paysages de ses mains et ensemencé la terre de sa peine.

Oui, hommage au Peuple Français qui, génération après génération, a conquis sa liberté sur les servitudes, sur les corvées et sur tous les privilèges.

Oui, hommage au Peuple Français qui a vu parfois mourir le plus beau de sa jeunesse pour que la jeunesse à venir, celle qui n'était encore qu'une possibilité, puisse naître libre et Française.

Oui, hommage au Peuple Français qui sait qu'il va devoir transformer la France et la transmettre plus forte.

Oui, hommage au Peuple Français qui veut que l'on s'adresse à lui comme à un grand peuple et non pas comme à un conglomérat de clientèles électorales.

Oui, hommage au Peuple Français qui veut entendre la vérité et refuse d'être bercé par ces mensonges qui rabaisent la France.

Oui, hommage à ce Peuple Français auquel nous devons rendre les sacrifices qu'il n'a jamais refusé à la France

Le peuple veut l'autorité de l'Etat, nous la rétablirons.

Le peuple veut que soient reconnus le travail et le mérite, nous les réhabiliterons.

Le peuple veut que l'on soit intraitable sur le respect de nos valeurs, nous le serons.

Le peuple veut qu'il n'y ait pas de droits sans devoirs, nous refonderons notre système social autour des droits et des devoirs.

Le peuple n'en peut plus de la multiplication des taxes et des impôts, nous mettrons fin au matraquage fiscal des classes moyennes.

Le peuple n'en peut plus de l'impuissance face au chômage de masse, nous mettrons les entreprises au cœur de notre projet car sans entreprises, il n'y a pas d'emploi.

Le peuple veut la fin des zones de non-droit, nous rétablirons la République sur tout le territoire.

Battons-nous pour la France qui nous dépasse et nous sublime, battons-nous pour notre langue et notre culture, battons-nous pour nos parents qui nous ont transmis notre patrie, battons-nous pour que nos enfants retrouvent confiance en l'avenir, battons-nous que la France soit une terre d'espérance, battons-nous pour que la France retrouve sa vocation universelle et sa place en Europe, battons-nous pour que vive la France et pour que vive la République.

Source du texte :

Sarkozy, N (2016). « Discours de Nicolas Sarkozy à Saint-André-lez-Lille ». Récupéré en 2018, avril 19 de *Les Républicains de la Mayenne*. Site web:

<http://www.lesrepublicains53.fr/2016/06/11/discours-de-nicolas-sarkozy-a-saint-andre-lez-lille/>

